

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 445 - 5F

CE QUI NOUS DISTINGUE : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire :
5FF, 30FB, 3FS, 3000Li, 50Pts
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire :
25FF, 140FB, 10FS, 5000Li

- il comunista -
Journal bimestriel en italien
Un expl.: 10FF, 40FB, 5FS, 2000Li
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Un expl.: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

- le prolétaire -
No 445
Juin-Juillet-Août 1998
35^e année

DANS CE NUMERO

- Vie du parti: Compte rendu résumé de la Réunion Générale (janvier 98)
- La diversion antifasciste (quelques précisions)
- La lutte des chômeurs ne connaît pas de frontières
- Un tract du parti en mai 68
- Panorama des luttes ouvrières en Grande-Bretagne
- Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde: Pakistan, Russie

Le Mondial de l'abrutissement patriotique

Personne ne peut ignorer que l'équipe de France a remporté la coupe du monde de football; mais au plan politique, innombrables ont été ceux qui ont utilisé ces débordements de chauvinisme imbécile et réactionnaire.

Lors d'une fête du FN en Camargue le 11 juillet, Le Pen a déclaré qu'il revendiquait l'union des français autour de l'équipe de football nationale «comme la victoire du Front National» et le signe d'une «certaine lepénisation des esprits». «Le sport est une forme civilisée de la guerre» a-t-il continué, «une forme du combat, de la compétition, de l'affrontement qui sont naturels à l'homme et à son histoire. L'affrontement médiatisé des équipes de football a un certain parfum d'affrontement national, et qui pourrait, plus que nous, s'en féliciter? On croit nous provoquer en nous disant que le FN doit déplorer la victoire de l'équipe de France car elle comporte des gens de couleur. Mais le Front National a toujours reconnu que les citoyens français peuvent être de races et de religions différentes pourvu qu'ils aient en commun l'amour de la patrie et la volonté de la servir», etc.

Déclaration de Jacques Chirac, lundi 12 juillet:

«On est tous heureux, c'est le moins qu'on puisse dire. (...) Mais ce qui est le plus fantastique, quand on voyait le stade, quand on voit maintenant les rues de Paris (...), c'est qu'on a l'impression que c'est chaque français individuellement qui a gagné la Coupe et qui était sur le terrain en train de pousser le ballon. C'est formidable, on est heureux et on est fier».

Il s'agit là de déclarations d'hommes politiques de droite, bourgeois avérés. Voyons ce qui s'écrit «à gauche», dans le journal du parti qui se prétend «communiste». L'éditorial de «l'Humanité» du 14 juillet (avec la une en bleu-blanc-rouge) sous le titre: «Dans la floraison des drapeaux qui accompagne la victoire en Coupe du monde, il y a une exaltation nationale qui marque ce 14 juillet» ravit à Chirac les accents cocardiers typiques du vénérable culte gauliste de la «grandeur nationale».

«(...) Dans la vie des peuples aussi, il y a des coups de génie. Il y faut des talents, on

(Suite en page 2)

D'une crise économique mondiale à l'autre

Imaginons un grand pont sur le temps qui relie la première grande crise mondiale, celle de 1973-75 à la prochaine grande crise capitaliste internationale.

Au cours des deux décennies qui sont passées depuis cette première grande crise après la fin de la deuxième boucherie mondiale, le capitalisme international a continué à développer ses forces de domination sur la planète. Mais ce développement a été caractérisé par une succession de catastrophes que le cynisme bourgeois continue à appeler locales: que ce soit les guerres qui ont frappé tour à tour régions ou continents, que ce soit la paupérisation, la misère et la famine qui ont frappé des millions d'êtres humains, que ce soit l'exploitation toujours plus âpre du travail salarié auquel sont soumises des masses gigantesques d'hommes, de femmes et d'enfants ou que ce soit les ravages causés à l'environnement naturel. En termes d'économie capitaliste et, si l'on veut de «globalisation», ce développement a été dans une certaine mesure contrôlé par les organes étatiques des grands pays impérialistes dans la perspective de prolonger le plus possible, non tant la période d'expansion économique rapide de l'après-guerre qui a pris fin sans retour avec la crise de 73-75, que la circulation toujours plus rapide du capital financier à la recherche de marchés où s'investir et se multiplier. Le «développement» a nécessairement arraché à

l'arriération pré-capitaliste des populations entières, surtout en Afrique et en Asie, pour les précipiter en quelques décades dans l'enfer de la production capitaliste. Pour des millions et des millions d'hommes qui se sont trouvés soudainement faire face à la ruine de leurs conditions de vie traditionnelles, à une prolétarianisation brutale, à la paupérisation imposées par le commerce et l'industrie capitaliste modernes aux quatre coins du globe, des landes perdues de Mongolie à la forêt amazonienne, il s'est agi véritablement d'une descente aux enfers. Des millions de paysans ont été ainsi transformés en prolétaires, en *sans-réserves*, en libres travailleurs salariés à la merci des exigences du marché capitaliste.

Le marxisme a toujours su évaluer dialectiquement la terrible destruction des anciens équilibres économiques et sociaux; il a toujours su en apercevoir les aspects historiquement progressifs: le progrès civil, le progrès capitaliste constitués par le travail associé dans les usines et par l'application de la technologie à la production et à la distribution sont indiscutablement des pas en avant par rapport aux résidus des modes de production archaïques, pré-capitalistes, tribaux, «asiatiques». Et même si ce progrès atteint les pays périphériques avec un extrême retard par rapport aux pays capitalistes avancés - avec deux siècles de retard par rapport à la France de 1789, et

davantage encore par rapport à l'Angleterre ex-dominatrice du monde -, même si ce progrès atteint l'Asie ou l'Afrique sur la vague de révolutions bourgeoises tardives, conditionnées et déformées par les pressions réactionnaires de l'impérialisme de l'Est ou de l'Ouest, il s'agit malgré tout d'un progrès historique qui introduit le travail salarié et crée par millions de nouveaux prolétaires.

Le capitalisme cherche bien à contrôler son développement chaotique, il cherche bien à freiner son impétuosité anarchique sur le marché mondial, à contrôler les tensions sociales y compris au prix de guerres ou de famines meurtrières qui détruisent par millions prolétaires et paysans, il lui est impossible de vivre et de se développer sans prolétarianiser le monde entier. La production spasmodique de profit, la tension toujours plus aiguë entre le procès de production et de valorisation du capital, pousse ce dernier à créer des masses toujours plus grandes de prolétaires, donc de ceux qui sont historiquement appelés à être ses fossoyeurs. C'est cette contradiction que le capitalisme ne peut résoudre et que l'histoire résoudra par la révolution prolétarienne mondiale qui détruira le mode capitaliste de production.

Les crises cycliques du capitalisme qui, à l'époque impérialiste, prennent nécessai-

(Suite en page 2)

1848 dans la perspective marxiste

«Les positions théoriques des communistes ne s'appuient pas sur des idées, sur des principes inventés par tel ou tel réformateur du monde. Ils sont simplement l'expression générale des rapports de fait d'une lutte de classe existante, c'est-à-dire d'un mouvement historique qui se déroule sous nos yeux» («Le Manifeste» de 1848), et encore: «Les communistes se distinguent de tous les autres partis ouvriers en ce que, d'une part, ils mettent en avant et font valoir les intérêts communs, indépendants de la nationalité, du prolétariat tout entier; et, d'autre part, en ce qu'ils soutiennent constamment l'intérêt du mouvement dans son ensemble, à travers les divers stades de développement atteints dans la lutte entre prolétariat et bourgeoisie»

C'est avec ces principes, publiquement énoncés quelques mois à peine avant les grands mouvements révolutionnaires de 1848 en Europe (qui correspondait alors pratiquement au monde bourgeois) que Marx et Engels affrontèrent cette vague révolutionnaire et identifièrent l'orientation classiste, la voie révolutionnaire, que doit suivre le prolétariat de tous les pays pour s'émanciper et mettre fin à toutes les sociétés de classe en abattant le pouvoir bourgeois.

Mais la révolution n'est pas un processus linéaire, qui progresse graduellement jusqu'à la victoire finale; elle avance par bonds et par défaites qui dialectiquement mettent les forces prolétariennes dans les conditions de lancer de nouveaux assauts en tirant les leçons du passé. Dans les «Luttes de classes en France», Marx avertit dès le début: «C'est qui succomba dans ces défaites, ce n'est pas la révolution. Ce sont les traditionnels accessoires pré-révolutionnaires, résultant de conditions sociales qui ne s'étaient pas encore exacerbées en conflits de classes - personnes, illusions, projets, dont le parti révolutionnaire n'était pas libéré avant la révolution de l'évrier, dont il ne pouvait être libéré par la victoire de Février, mais seulement par une série de défaites. En un mot: ce n'est pas par ses conquêtes tragi-comiques immédiates que la révolution a progressé et s'est frayée la voie; bien au contraire, en produisant une contre-révolution massive, puissante, en suscitant un adversaire à combattre, le parti de la subversion s'est mué en un parti

réellement révolutionnaire».

En décembre 1848 Marx consacre 3 articles à «La bourgeoisie et la contre-révolution» et il les inaugure par une déclaration de guerre au gouvernement royal allemand qui vient de réaliser un coup d'Etat en dissolvant l'Assemblée nationale: «Jamais nous ne l'avons dissimulé. Nous ne nous plaçons pas sur le terrain légal, mais sur le terrain révolutionnaire. Le gouvernement vient, pour sa part, d'abandonner le prétexte hypocrite d'une base légale. Il s'est placé sur le terrain révolutionnaire, car le terrain contre-révolutionnaire est, lui aussi, révolutionnaire». En violant lui-même sa propre légalité, le gouvernement fait la démonstration aux yeux des masses que les oppositions entre les classes ne peuvent être résolues que par la force, sur le terrain de l'affrontement direct et violent. Voilà pourquoi ce terrain où se déploie la contre-révolution ouverte est aussi le terrain révolutionnaire, alors que le terrain légal, pacifique - démocratique, en un mot - ne l'est pas.

En publiant quelques articles écrits par Marx en 1848 dans la «Neue Rheinische Zeitung» (quotidien qu'il dirigeait et qui parut du 1er juin 1848 au 19 mai 1849, dernier n° publié avant que le journal soit fermé par la police), nous voulons rappeler la grandiose perspective tracée alors par le mouvement communiste naissant: une perspective non seulement de révolution internationale, mais qui lie le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière la plus avancée - à l'époque la classe ouvrière française - au mouvement révolutionnaire des pays où la révolution bourgeoise n'a pas encore eu lieu et à la guerre de classe contre le pays bourgeois le plus développé, dominant le marché mondial, et pour cette même raison anesthésiant à la fois son prolétariat et représentant la force contre-révolutionnaire suprême: l'Angleterre à cette époque. C'est dans une configuration historique différente mais le long du même fil du temps, que les communistes se lancèrent à l'assaut au début des années vingt selon une perspective internationale tout aussi grandiose, et que demain il leur faudra enfin mener la révolution prolétarienne internationale à la victoire et ouvrir la voie à la nouvelle société sans classes, au communisme.

(Suite en page 8)

Le Mondial de l'abrutissement patriotique

(Suite de la page 1)

les a vus à l'oeuvre. Il y faut de l'art collectif, il a triomphé. Il y faut un enthousiasme général, il vient de se manifester, nuit et jour sur les Champs-Élysée. Qui réalise de grandes choses se grandit. L'équipe qui a joué, le peuple qui l'a aimée, le pays qui a organisé se sont grandis. La France peut donc être bien dans sa peau, à la rencontre du monde. A condition d'être elle-même. (...) Merci le football. A des millions de voix, émues ou rieuses, la France s'affirme comme celle du Kabyle Zidane, de l'Ariégeois Barthez, du Guadeloupéen Thuram, du Ghanéen Desailly. (...) Il faut croire que Le Pen (...) a perdu, dans cette partie, plus que le Brésil. Le 14 juillet 1988 ne ressemble pas aux précédents. On n'a

jamais vu, depuis deux jours, autant de drapeaux bleu-blanc-rouge (...).

Mais la vision de dizaines et dizaines de milliers de supporters enthousiastes manifestant leur joie de la victoire française sur le Brésil, aux cris de «on a gagné!», «on est champions du monde!», aux accents de la «Marseillaise» et autour du drapeau bleu-blanc-rouge, ne pouvait laisser insensible les trotskystes, champions pour courir après tout mouvement de masses. C'est donc sans contestation possible «Rouge», l'organe de la LCR, qui décroche la coupe de ce Mondial du chauvinisme. Qu'aurait dit le malheureux Trotsky, dont le nom reste indissolublement lié à la défense de l'**internationalisme** en découvrant que ses partisans sont devenus les adeptes du philosophe Renan, théoricien du **nationalisme bourgeois** moderne!

«On aurait toutefois grand tort de ne percevoir, derrière cette foison de drapeaux tricolores et cette fièvre indescriptible, qu'une manifestation de chauvinisme sportif. (...) Tous les commentateurs, même les plus conservateurs, auront bien dû le reconnaître: il n'y avait dans ces manifes-

tations de joie, aucune trace ou presque (sic!) de nationalisme étriqué et belliqueux. (...) Voilà qui vient, à point nommé, nous rappeler qu'il est une autre interprétation de la nation que celle véhiculée par Le Pen et son Front "National" depuis plus d'une décennie. Non la nation ethniquement pure que récusait déjà Ernest Renan (...). Mais au contraire ce "plébiscite de tous les jours" que le même revendiquait et qui fait prévaloir la "communauté des citoyens", une légitimité essentiellement politique (...). A travers ces deux interprétations, ce sont bien deux acceptions de la République qui s'affrontent, en ce pays, depuis deux siècles. (...)

Dans le tumulte des soirs de compétition décisive (...), il y avait bel et bien comme un défi adressé aux élites, aux héritiers du nom et de la fortune, aux féodaux des temps contemporains. Une prise de parole (!) dans un espace qui apparaissait soudainement et offrait l'occasion, si rare, d'exprimer une aspiration massive à une autre société, à un autre destin, fraternel et commun. Une forme d'insurrection joyeuse et insouciance (...) Une volonté d'intégration que les en-

fants issus de l'immigration pouvaient enfin clamer sans crainte (...). L'événement fait penser à un acte de résistance sourde à la mondialisation des marchés financiers (...) Ce sentiment national tendant d'emblée vers l'universel suggère de ce point de vue une réplique, confuse et incertaine au modèle libre-échangiste mondial, à cette globalisation synonyme de surexploitation, de nivellement par le bas, de mise en concurrence forcée des êtres humains (etc., etc.).»

Le sentiment d'union patriotique, suscité et alimenté par toute la puissance des médias, qui a grisé des masses de jeunes et moins jeunes prolétaires, fraternellement mêlés à des bourgeois et petits-bourgeois, sera inévitablement brisé par la réalité de la vie quotidienne et de la division de la société en classes. Les prolétaires pourront se dégriser par ce retour à la réalité; mais les organisations politiques qui se sont alignées sur cette tapageuse campagne bourgeoise, donnant une nouvelle preuve qu'elles sont étrangères au communisme, ne pourront, jamais, elles, revenir dans le camp prolétarien.

D'une crise économique mondiale à l'autre

(Suite de la page 1)

rement l'aspect de crises supra-nationales, provoquent d'un côté de graves récessions avec fermetures d'entreprises, licenciements, tours de vis fiscaux, tensions sociales à répétition; mais de l'autre elles produisent en quelque sorte les «anticorps» grâce auxquels, en liaison avec le grand retard de la reprise de la lutte de classe par le prolétariat, les classes dominantes gagnent le temps nécessaire pour surmonter la crise et se préparer de la meilleure façon à la suivante. Ces anticorps sont pour l'essentiel de deux types: de type économique qui correspond à la pression et à la violence économique caractéristique du capitalisme; et de type politico-idéologique, qui correspond en particulier à la démocratie, dans l'idéologie comme dans la praxis, et dans sa trouvaille la plus récente qui est le collaborationnisme inter-classiste.

La combinaison de ces anticorps a jusqu'ici permis aux classes dominantes de profiter à fond du retard - désormais de 70 ans - avec lequel le prolétariat s'est présenté au rendez-vous avec la crise capitaliste.

La lutte de classe unitaire, vigoureuse et non éphémère, capable de donner au prolétariat ses organisations classistes de défense immédiate et de fournir à son parti de classe les bases matérielles objectives pour le diriger vers l'affrontement révolutionnaire, est la grande absente depuis 1927, c'est-à-dire depuis l'échec des tentatives révolutionnaires des prolétaires chinois de Canton et Shanghai et l'échec de la grève générale anglaise qui marquèrent la fin de la période révolutionnaire ouverte en 1917 et la victoire définitive de la contre-révolution. Les retards historiques ne peuvent se combler par des expédients tactiques, par des actions «exemplaires» de conspirateurs; mais ils ne doivent pas davantage être le prétexte à la **révision** de la théorie et du programme du marxisme révolutionnaire. L'histoire des sociétés humaines, l'histoire des luttes de classes ne dépend pas de programmes politiques, qu'ils soient des programmes de conservation sociale ou de révolution; le programme révolutionnaire qui jaillit de la maturation des contradictions fondamentales d'une société donnée peut précéder de très nombreuses années sa réalisation effective à l'échelle internationale. Le capitalisme, par exemple, trouva sa première réalisation au quinzième siècle en Italie, puis dans les Républiques maritimes. Mais l'histoire des luttes des classes conduisit à maturation le capitalisme par la première révolution industrielle anglaise de 1640 et ensuite par la révolution française de 1789. C'est à cette dernière date que l'on peut faire remonter réellement la victoire du capitalis-

me sur les formes de production antérieures, alors que la première apparition du capitalisme en Italie avait ensuite été étouffée par ces dernières. Et la diffusion irréversible du capitalisme au niveau européen et mondial contenait en même temps les facteurs historiques de sa désagrégation et de son dépassement, les facteurs historiques qui ont leurs racines dans l'antagonisme qui sépare irrémédiablement la société bourgeoise en deux classes principales opposées: le prolétariat et la bourgeoisie. Le capital ne peut se passer du travail salarié, de l'exploitation du prolétariat pour se renouveler et accroître son mouvement; mais c'est précisément dans le rapport entre capital et travail salarié que le capitalisme, qui y a puisé sa puissance formidable pour détruire les modes de production antérieurs et s'étendre au monde entier, rencontre sa limite ultime et la raison du caractère inexorablement temporaire de son existence.

Ce qui différencie la réalisation du programme révolutionnaire prolétarien, c'est-à-dire le communisme, des programmes révolutionnaires dans les sociétés antérieures, est le fait qu'il ne se base pas sur la conquête progressive d'acquis économiques, sur des changements conquis au sein de la vieille structure économique de la société. Il se fonde essentiellement sur la révolution politique, sur la conquête violente du pouvoir politique et l'institution ouverte de sa dictature par la classe ouvrière qui se transforme ainsi en classe dominante. Ce n'est qu'après la conquête du pouvoir politique, et seulement après avoir renforcé ce pouvoir au moins dans quelques uns des pays capitalistes les plus développés, qu'il est possible de commencer à passer à la transformation de l'économie en économie socialiste. Dans les époques historiques antérieures au contraire, la révolution était le fruit d'une transformation économique qui arrivait graduellement au sein de l'ancien mode de production (par exemple le passage de la terre et du bétail de propriété commune à propriété privée); une nouvelle classe, prenait graduellement de l'importance à l'intérieur des formes sociales existantes et s'appuyant sur les transformations économiques déjà existantes qui lui avaient donné naissance, elle s'affirmait comme une force antagonique et progressive par rapport à l'organisation politico-économique existante. Et lorsque les limites de celle-ci devenaient un obstacle trop pesant à l'expansion des nouvelles formes économiques, la révolution politique de la nouvelle classe se présentait comme une nécessité immédiate.

Dans le passage d'une société de classes à une autre, le mouvement historique procédait donc avant tout par la voie économique. La puissance révolutionnaire des nouvelles

classes découlait de la puissance économique qu'elles avaient déjà acquise et qui savait les fondements des structures politiques correspondant à l'ancien mode de production; la révolution politique n'était que la **conséquence d'une révolution économique et sociale** qui avait déjà eu lieu. Dans le passage de la dernière société divisée en classes - le capitalisme - à la société communiste, le mouvement historique procède avant tout par la voie politique: la révolution économique et sociale est la **conséquence de la révolution politique** préalable. Le prolétariat est la seule classe révolutionnaire dans la société bourgeoise parce qu'il est la seule classe qui ne possède rien et dont l'exploitation est la source de toutes les richesses sociales; il lui est impossible de conquérir une puissance économique ou de construire petit à petit des îlots de socialisme au sein de la vieille société qui seraient les points d'appui de son émancipation: il lui faut d'abord renverser la classe bourgeoise et bouleverser de fond en comble le système capitaliste s'il veut échapper à son destin de classe opprimée et exploitée. Le «Manifeste communiste» rappelait que le prolétariat n'a rien à perdre que ses chaînes dans cette société, mais qu'il a un monde à gagner: le monde de la société communiste.

Les anticorps produits par le développement de la société bourgeoise n'ont cependant pas une vertu magique qui permettrait à la société bourgeoise d'éviter pour l'éternité le rendez-vous historique avec sa banqueroute, avec le conflit titanique entre les forces sociales de la révolution prolétarienne communiste et celles de la conservation et de la réaction. Ces anticorps agissent en faveur de la classe bourgeoise dans la mesure où ils réussissent à paralyser, à désorienter, à désorganiser et démoraliser les forces révolutionnaires créées par le développement même du capitalisme mondial qui les associe dans la production industrielle et le travail salarié.

Mais ils ne peuvent rien contre la pression matérielle des forces révolutionnaires quand elles sont orientées et organisées en vue de la rupture de tous les liens politiques, idéologiques et sociaux qui les enchaînent au sort de l'économie capitaliste et de sa superstructure politique. La démonstration en a été donnée non seulement par la vague de révolutions prolétariennes en 1848 dans les métropoles européennes, mais encore plus dans la révolution double du 1917 russe. Pendant de longues années tous les anticorps de la réaction tsariste et bourgeoise furent impuissants à suffoquer une révolution qui sous la poussée prolétarienne dépassait de très loin les limites du libéralisme politique et économique nécessaire au développement capitaliste de la Russie. La crise économique et guerrière du capitalisme mondial ouvrit historiquement la période révolutionnaire prolétarienne qui, en un

mouvement ascendant, déboucha sur la constitution du premier bastion de la révolution communiste internationale. Mais ce fut la crise du mouvement communiste qui permit aux classes bourgeoises de reprendre le dessus et, après avoir fait plier le prolétariat européen par le fascisme (Italie), la démocratie et le chauvinisme, vainquit l'héroïque prolétariat russe.

La crise économique qui avait propulsé le mouvement révolutionnaire en Russie, fut par la suite surmontée, au moins en partie, par le capitalisme; en 1929-1931 une nouvelle crise économique toute aussi sévère ne produisit pourtant aucune reprise du mouvement révolutionnaire, ni en Russie ni ailleurs. Les anticorps de la conservation bourgeoise dans l'ambiance favorable de la reprise économique avaient travaillé pour redonner vigueur à la réaction et faire dégénérer le jeune mouvement communiste qui n'avait pas complètement rompu avec une pratique héritée de l'action réformiste, parlementaire et démocratique de la social-démocratie; fascisme, nazisme et stalinisme passaient à l'avant-scène.

Après la défaite de la révolution prolétarienne en Europe et donc en Russie, le capitalisme mondial ne connut que des périodes de crise continues jusqu'à la guerre mondiale. A la fin de celle-ci la longue phase de reprise et d'expansion économique fut caractérisée par une alternance de récessions et d'expansion dans les différents pays jusqu'à la première grande crise généralisée du capitalisme depuis la guerre en 73-75, mais sans qu'elle soit suivie de crise révolutionnaire - ni de guerre mondiale. Comme le parti l'écrivit alors «*crise économique et crise du système bourgeois ne coïncident pas. La "courbe politique" ne suit pas de façon mécanique la "courbe économique" mais subit l'influence des effets antérieurs qui se sont accumulés en lui faisant prendre une direction plutôt qu'une autre*» (1). Et les effets antérieurs accumulés ne sont pas seulement les effets économiques, mais surtout l'attitude du prolétariat par rapport à la lutte immédiate et à la lutte politique de classe. Toute la période qui précède la crise de 1975 a vu augmenter de poids de l'opportunisme de matrice stalinienne, dont la capacité de contrôle sur le prolétariat était déjà sortie renforcée de la deuxième guerre mondiale; et elle a été marquée aussi par le renoncement du prolétariat à avancer ses revendications de classe opposées au pacifisme et au collaborationnisme dominant. Si le prolétariat tourne le dos à la lutte classiste de défense de ses conditions de vie et de travail, à plus forte raison tourne-t-il le dos à la lutte de classe sur le plan politique général. La crise de 1975 et les crises capitalistes successives jusqu'à l'écroulement de l'Union Soviétique et la crise «asiatique» n'ont pas vu la reprise de la lutte de classe révolutionnaire internationale parce que le

D'UNE CRISE ÉCONOMIQUE ...

prolétariat avait été rejeté en arrière de plusieurs décennies sur le terrain de la lutte de défense immédiate.

Combien faudra-t-il de crises capitalistes avant que le prolétariat des pays capitalistes avancés retrouve le terrain de la lutte de classe? Etant donné la situation d'extrême confusion et l'habitude de renoncement à la lutte, il faudra assurément plus d'une crise économique. L'espoir pour la reprise de la lutte de classe en Europe pourrait peut-être alors résider dans le prolétariat des pays entrés plus récemment dans le tourbillon capitaliste, comme ce fut le cas du prolétariat russe en 1905 et en 1917: un prolétariat non intoxiqué par des générations de démocratisme, de collaborationnisme interclassiste, un prolétariat non habitué depuis des générations à améliorer sa situation sur le dos de ses frères des pays moins développés. Mais malheur aux prolétaires européens s'ils faient le sort de la future reprise de la lutte de classe révolutionnaire aux jeunes prolétariats, dépourvus de traditions historiques révolutionnaires classistes, des pays dits de la périphérie capitaliste!

En effet comme ce sont les grands pays impérialistes qui dominent le monde et dont dépend la vie de millions de prolétaires du monde entier, le poids décisif de la lutte de classe, de la lutte de défense immédiate actuelle comme de la lutte révolutionnaire future, repose sur les épaules des prolétaires de ces pays. Ici, dans la vieille Europe capitaliste, où l'histoire a produit le plus haut niveau de la tradition de classe classiste, que ce soit sur le plan théorique ou sur le plan de la praxis révolutionnaire, le prolétariat est appelé à se remettre sur pieds et à reprendre en mains le destin de la lutte anticapitaliste. C'est dans la vieille Europe et dans la puissante Amérique que se décide le sort du capitalisme mondial; c'est là aussi que se décidera le sort de la révolution prolétarienne internationale.

Les inventeurs de nouvelles théories, les impatients, les romantiques, les rénovateurs du marxisme aiment chercher de «nouvelles voies», plus «courtes», plus «modernes», plus «actuelles» pour arriver à la révolution ou seulement pour permettre une amélioration économique de la «qualité de vie» des travailleurs ou des hommes en général. Inévitablement ces voies «nouvelles» conduisent tout droit dans les bras de la conservation bourgeoise. C'est ce qui est arrivé hier aux staliniens, puis aux maoïstes et aux guévaristes, aux brigadistes et aux trotskystes. Cela pourrait arriver aux «bordiguistes», car il n'existe aucune garantie formelle et absolue pour se protéger du révisionnisme, de la chute dans l'opportunisme, dans la trahison de la cause prolétarienne; ni pour les partis, ni pour les chefs, ni pour les militants individuels. Le seul antidote réside dans la continuité avec les batailles de classe et la fidélité au marxisme authentique; il s'agit d'une lutte permanente contre le capitalisme, contre la société bourgeoise et contre son attitude pratique. Ce n'est pas une garantie formelle, on ne la trouve pas dans les manuels, elle est faite de passion révolutionnaire unie à l'adhésion cohérente au marxisme. C'est seulement ainsi que les révolutionnaires communistes, qui aujourd'hui ne se comptent peut-être que par quelques dizaines dans le monde, pourront apporter leur contribution à la reprise de la lutte de classe et à la reconstitution du parti communiste international de demain, le parti qui dirigera les masses prolétariennes dans la lutte révolutionnaire et pourra transformer l'énième crise économique générale en catastrophe finale pour le capitalisme.

(1) cf «Le prolétariat et la crise», in «Le Prolétaire» n° 191 (février 1975).

Vie du parti: Compte-rendu résumé de la Réunion Générale (janvier 98)

La réunion générale qui s'est tenue au début de cette année était comme à l'habitude divisée en deux parties, l'une interne de caractère organisatif et l'autre à laquelle sont invités des sympathisants et des contacts. Cette deuxième partie était consacrée à un exposé sur le thème de la révolution d'Octobre.

Notre organisation se donne comme but la reconstitution d'un parti dont la Gauche communiste a réaffirmé les caractéristiques fondamentales: un parti fondé sur l'**invariance** de la théorie et du programme général du communisme, sur les luttes menées contre toutes les déviations opportunistes dans le mouvement ouvrier, sur les bilans politiques et les leçons historiques des révolutions et des contre-révolutions; un parti, distinct en cela de tous les autres regroupements se référant plus ou moins vaguement au prolétariat et au marxisme, dont l'activité est caractérisée par sa cohérence intégrale avec les préceptes du marxisme révolutionnaire, par leur défense intransigeante et leur application rigoureuse dans toutes les situations, qu'elles soient favorables ou défavorables à la lutte révolutionnaire. Un tel parti se distingue par sa lutte tenace et permanente contre toute concession à la démocratie bourgeoise, à ses méthodes et à ses principes, par son attitude et sa pratique générale anti-personnaliste et anti-libertaire; il repousse donc toute illusion du recours à la méthode démocratique dans son fonctionnement interne qu'il fonde sur le principe du **centralisme organique**, où la structure pyramidale et centralisée est dialectiquement liée à l'intégration organique des forces militantes grâce à l'homogénéité politique de toute l'organisation. Un tel parti repousse les illusions intellectualistes de la «prise de conscience» individuelle des ouvriers ou les mystifications du réformisme «par en haut» ou «par en bas» - y compris du «réformisme au pistolet» incarné à l'époque par les organisations de «lutte armée»; il combat toutes les fausses perspectives de l'émancipation prolétarienne, qu'elles soient syndicalistes, tiers-mondistes, national-communistes ou paysanno-religieuses.

La Gauche communiste a tiré de la révolution bolchévique, de sa préparation, de sa victorieuse réalisation comme de son repli et de sa défaite, des enseignements vitaux indispensables à la formation du parti communiste international, du parti de la révolution communiste de demain. L'histoire de la révolution bolchévique n'est pas seulement une chose du passé; elle est une histoire d'aujourd'hui et de demain: l'histoire de la lutte révolutionnaire entre les classes bourgeoises dominantes et les classes prolétariennes du monde entier, l'histoire du mode de production capitaliste qui lutte pour sa survie, contre l'avènement du mode de production communiste qui marquera la fin de la préhistoire de l'humanité.

Si la victoire de la révolution bolchévique est une éclatante confirmation de la tendance historique au renversement de l'ordre établi et de l'ouverture d'une nouvelle époque pour le prolétariat et l'humanité, sa défaite ne signifie pas la disparition de la perspective du communisme, mais son recul temporaire - d'ailleurs prévu par le marxisme - devant la très forte résistance des forces bourgeoises (et pré-bourgeoises) à leur disparition historique. Le prolétariat moderne, ce fossoyeur de la bourgeoisie et de toutes les classes sociales, est appelé à revenir sur la scène pour accomplir le renversement complet de l'ordre bourgeois. C'est un «destin» inéluctable dicté par le mûrissement des contradictions incurables du développement capitaliste que le marxisme a pu découvrir et énoncer il y a 150 ans dans le «Manifeste du parti communiste» de Marx et Engels.

Liés à ce «destin», nous travaillons à la reconstitution du parti communiste international, l'**organe** théorique et pratique du prolétariat dans sa tâche historique de renverser le mode de production capitaliste et de donner naissance au mode de production communiste qui mûrit au sein de la société bourgeoise. Aujourd'hui où la contre-révolution a fait perdre au prolétariat non seulement la conscience d'être une classe aux grandes tâches historiques révolutionnaires mais même de se reconnaître comme une classe luttant pour les mêmes intérêts économiques immédiats, cette perspective d'avenir est en apparence extrêmement éloignée; et cet avenir révolutionnaire ne peut être représenté aujourd'hui que par un travail à caractère de parti, par force extrêmement réduit sur le plan des forces physiques, un travail irrévocablement anonyme, impersonnel - **organique** en un mot - qui est l'oeuvre non de héros, de combattants romantiques ou de surhommes, mais de simples militants de classe, de militants communistes.

Nous ne dissimulons pas, fidèles en cela à la tradition de la Gauche communiste, la difficulté du travail nécessaire pour aller vers la reconstitution du parti de classe. Dans les situations les plus favorables comme dans les reculs les plus prononcés, les tâches des révolutionnaires ne sont jamais faciles à accomplir et le parti révolutionnaire ne se constitue jamais simplement sur la base de la seule volonté des militants qui ont atteint un degré de maturité classiste suffisant. Le parti de classe, dans son expression formelle et physique, n'est pas le produit de la conscience individuelle de marxistes auto-proclamés, l'héritage de prédécesseurs ou un «milieu» dans lequel on agit ses opinions personnelles. Il n'est pas le fruit d'accords, de discussions et de rapprochements entre positions et groupes différents. Qu'il soit grand ou petit, le parti est avant tout théorie et programme du communisme révolutionnaire, travail de défense de cette théorie et de ce programme, effort de liaison avec la classe ouvrière et ses luttes, praxis y compris des militants individuels isolés en parfaite cohérence avec l'activité, les buts, les perspectives du parti de demain, le parti fort et compact de la révolution communiste prolétarienne.

Dans les situations défavorables comme celle actuelle où le prolétariat est rejeté des décennies en arrière sur le plan de la lutte de classe, le parti révolutionnaire marxiste ne peut qu'être réduit à une poignée de militants. Il y eut un temps où le parti de classe était réduit à Marx et Engels, un autre où Lénine ne pouvait compter que sur moins de 10 militants pour constituer le parti. C'est pourquoi il ne faut pas être désorienté par le fait que pendant des périodes même longues l'activité du parti soit en pratique réduite à une activité théorique et de critique politique, et que les possibilités d'intervention sur le terrain de l'organisation et de la lutte classiste soient réduites à presque rien.

Dans un «Fil du temps» intitulé «**Danse des fantoches, de la conscience à la culture**», Amadeo Bordiga mettait en garde contre les déviations culturalistes ou activistes qui peuvent surgir dans ces périodes: «*Seule la révolution socialiste, qui abolira les classes, a à l'avance une connaissance assez définitive et assez claire de ses objectifs. Où cette connaissance existe-t-elle et qui donc la possède? Tout le problème est là!*

(...) Pour nous, marxistes, la connaissance doit bien exister **avant** le processus, mais il n'est pas nécessaire que ce soit chez tous les hommes, dans la masse, ni même dans une majorité (terme privé de sens pour le déterminisme). Il suffit qu'elle existe dans une minorité même faible, dans un groupe qui, à un moment donné peut être restreint, et même (ô activistes, voilà de

quoi vous scandaliser!) dans un texte momentanément oublié. C'est que ces groupes, écoles, mouvements, ces textes et ces thèses forment au cours de longues décades une continuité qui n'est autre chose que le parti, c'est-à-dire l'organe impersonnel qui est l'unique détenteur de cette connaissance anticipée du développement révolutionnaire».

Il ne faut pas idéaliser l'activité théorique contre l'activité pratique, ni l'activité pratique contre l'activité théorique, mais comprendre que le travail demandé aux révolutionnaires marxistes pour reconstituer le parti de classe n'est pas soumis à des thèses a priori ou à des échéances de type fataliste (le parti naîtra un jour automatiquement de la reprise de la lutte classiste et il n'y a qu'à attendre) ou personnalistes (il se formera dans les 5 ou 10 ans qui viennent, ou dans le cadre de ma propre vie, ou alors il ne se formera jamais). Sans la volonté des militants le parti ne se constituera jamais, parce qu'il n'est pas le résultat de la germination spontanée de la lutte prolétarienne; mais cette volonté doit être unie à la connaissance assez définie et assez claire des objectifs communistes - le marxisme - et être en syntonie avec les processus objectifs du développement contradictoire de la lutte entre les classes. Si cette syntonie, ce lien dialectique avec la réalité objective est négligé, le contingentisme et le fatalisme triomphent, barrant la route à la reconstitution effective du parti de classe et aux chances de succès prolétariennes dans la lutte des classes.

Le parti bolchévique de Lénine a donné le plus formidable exemple de parti de classe opérant en pleine syntonie avec les processus historiques: le parti qui avait prévu, préparé et conduit à la victoire la révolution prolétarienne en exerçant la dictature de classe, en dépit des contraintes que l'arriération capitaliste de la Russie faisait peser sur lui.

Voilà la signification historique de l'Octobre bolchévique qu'a rappelée la réunion. Aliment théorique, politique et organisatif à la fois, le travail de réacquisition du patrimoine marxiste que la Gauche communiste a légué aux générations communistes actuelles et futures est à la base de notre existence comme organisation politique, de la lutte que nous ne revendiquons pas comme *notre propriété*, mais comme une bataille à laquelle par delà le temps et les individus, nous consacrons notre apport de volonté et de conscience classistes.

SOUSCRIPTION PERMANENTE
1^e et 2^e listes 1998

Cavayillon: 150,00 / Paris: 700,00 / Roger: 300,00 / L'indigent: 90,00 / Joël: 105,00 / Roger: 750,00 / Ouest: 4.800,00 / Eric: 50,00 / Manif: 45,00 / Bruxelles: 5,00 / Grenoble: 100,00 / G.: 4,00 /
Total listes: 7099 FF

AUSCHWITZ
OU LE GRAND ALIBI

C'est qui frappe avant tout c'est l'ignoble hypocrisie de la bourgeoisie et de ses laquais, qui voudraient faire croire que ce sont le racisme et l'antisémitisme qui sont, en eux mêmes, responsables des souffrances et des massacres, et en particulier qui ont provoqué la mort de 6 millions de juifs lors de la dernière guerre. L'article que nous reproduisons met à nu les racines réelles de l'extermination des juifs, racines qu'il ne faut pas chercher dans le domaine des idées, mais dans le fonctionnement de l'économie capitaliste. Et il montre aussi que si l'Etat allemand a été le bourreau des juifs, tous les Etats bourgeois sont co-responsables de leur mort, sur laquelle ils versent maintenant des larmes de crocodile (extrait de l'introduction).

Brochure «Le Prolétaire» n°11 - 6 FF.

La diversion antifasciste (quelques précisions)

L'éditorial de notre dernier n° (*Après les élections, la diversion anti-fasciste*) a suscité chez certains de nos lecteurs des doutes ou des interrogations. C'est ainsi qu'un abonné nous écrit que la phrase de l'article - *C'est parce que le prolétariat ne représente plus, ou ne représente pas encore, une menace pour la domination de la bourgeoisie qu'il n'est pas menacé par le fascisme - à mon avis va à l'encontre de l'analyse du fascisme - que je fais mienne - développée dans le n° 56 de Programme Communiste. Il me semble que si le fascisme n'est pas à l'ordre du jour actuellement, ce n'est pas parce que le prolétariat est dans un état de léthargie (ce qui est juste) mais bien parce que - sauf cas de force majeure: situation de crise... - la bourgeoisie a tout intérêt à maintenir son État démocratique (...). De plus, pour le cas où le prolétariat reprendrait l'offensive, on peut faire confiance au gouvernement de gauche pour réaliser le travail de répression qui serait alors indispensable.*

Écrire que «Prendre le FN... pour un parti fasciste c'est faire une erreur fondamentale dans l'analyse de la situation, s'imaginer que le prolétariat serait aujourd'hui potentiellement capable de se lancer dans une guerre civile contre le capitalisme, au point de contraindre la bourgeoisie à regrouper ses troupes de choc dans des formations para-légales de combat», c'est laisser penser que la lutte de classe menée à son plus haut niveau ne peut qu'entraîner l'irruption du fascisme, d'où les injonctions stalinienne ou social-démocrates du genre, «ne luttez pas, mais votez bien».

Un autre sympathisant relève une contradiction entre cet éditorial et le tract «Auschwitz ou le grand alibi: ce que nous nions et ce que nous affirmons», publié sur Le Proletaire n° 437, où il est dit: «Nous affirmons que, lorsque les conflits économiques, sociaux et politiques ne sont pas trop aigus, la démocratie représente la meilleure forme d'État pour la bourgeoisie... Mais lorsque le consensus se brise, et que les antagonismes éclatent violemment, le fascisme se présente comme le sauveur. Il ne vise pas seulement à soumettre complètement le prolétariat généralement déjà battu ou politiquement désorienté, il s'efforce aussi d'unifier et de soumettre toutes les fractions bourgeoises et petites bourgeois...».

Notre correspondant écrit: «dans les deux cas, le prolétariat est battu et paralysé (grâce à la social-démocratie, entre autres); mais dans le n° 437 la classe dominante a recours au fascisme et dans le n° 444 elle se satisfait de la démocratie; le néophyte pourrait donc remettre en cause le sérieux de l'analyse du P.C.Int., le matérialisme dialectique et, pourquoi pas, l'invariance du marxisme...».

* * *

Les interrogations dont ces 2 lettres donnent un exemple montrent que notre éditorial du n° 444 a, au moins en partie, manqué son but. Ce but quel était-il? Non pas de ré-exposer la position traditionnelle de la Gauche communiste sur la question du fascisme (et encore moins de la modifier), mais de répliquer à la grotesque campagne «anti-fasciste» développée par à peu près tout l'éventail politique bourgeois - des partis de droite traditionnels jusqu'à l'extrême gauche prétendument révolutionnaire (1) - à l'occasion de l'élection des présidents des Assemblées régionales: pour le prolétariat et la défense de ses intérêts, le danger dans la situation actuelle ne vient pas d'une inexistante menace fasciste, mais de sa soumission bien réelle à la démocratie, à ses méthodes, à ses lois, à ses institutions et à son État. Et pour appuyer cette conclusion, l'éditorial soulignait qu'il ne peut exister de «menace fasciste» que dans une situation profondé-

ment différente de celle que nous connaissons aujourd'hui: dans une situation de crise sociale aiguë, où les mécanismes de la démocratie (des syndicats et partis aux institutions parlementaires en passant par les organes légaux de répression) ne suffisent plus à contenir un prolétariat qui a retrouvé le chemin de la lutte au point de devenir une menace mortelle pour le système bourgeois.

Dans un travail sur «Le parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste» (2), il est dit précisément que:

«Notre thèse de parti sur le fascisme est qu'il constitue une méthode à laquelle la bourgeoisie recourt chaque fois que, radicalisée par la crise du capitalisme, les masses ne se laissent plus abuser par les mensongères formules de liberté, égalité, démocratie, et se montrent décidées à s'emparer du pouvoir. (...) [Le fascisme] est une des méthodes possibles de gouvernement dont la bourgeoisie se sert chaque fois que la méthode démocratique ne parvient plus à assurer sa domination de classe (...)» sans oublier de signaler et de démontrer comment «les deux méthodes, fascisme et démocratie [échantent] leurs expériences respectives, convergeant dans l'emploi de tous les moyens possibles pour défendre la domination de classe de la bourgeoisie, et se distinguant l'un de l'autre uniquement par un "dosage" différent de ces moyens, à imputer à la dynamique de la lutte de classe et non à des volontés individuelles ni même collectives».

Ceci dit, il reste que la faiblesse de l'article incriminé consiste à ne pas avoir aussi indiqué que toutes les situations de crise sociale aiguë marquée par un haut niveau de lutte de classe, ne voient pas obligatoirement se matérialiser une menace de type fasciste: soit que les institutions démocratiques se révèlent malgré tout suffisantes pour faire rentrer dans son lit le fleuve prolétarien; soit que le prolétariat gagne la classe dominante de vitesse en attaquant et renversant l'État bourgeois sur la lancée de ses luttes antérieures. Il aurait fallu en effet rappeler, pour être complet et éviter de susciter les perplexités des lecteurs les plus attentifs, que le fascisme n'arrive jamais que pour achever, compléter - ou faciliter - l'oeuvre contre-révolutionnaire de la démocratie; ce n'est que lorsque la démocratie a déjà infligé une défaite au prolétariat, l'a politiquement affaibli et désorienté - mais sans l'avoir encore définitivement vaincu! - que la bourgeoisie a recours aux forces apparemment extra-légales du fascisme pour donner le coup de grâce. Car si alors le prolétariat est bel et bien sur la défensive, s'il est battu, il est potentiellement toujours aussi menaçant: en Italie au début des années vingt, en Allemagne au début des années trente, en Espagne au milieu des années trente, etc., il ne fallait pas laisser au prolétariat le temps de se réorganiser, de tirer la leçon de l'échec des voies réformistes, et de se préparer politiquement et organisationnellement à une nouvelle flambée de lutte de classe. À l'inverse, la classe dominante du prospère impérialisme français d'avant la catastrophe militaire n'a pas eu besoin de recourir au fascisme (si ce n'est comme épouvantail passager) dans les années trente: dans une situation de crise beaucoup moins aiguë que dans les pays ci-dessus, la démocratie a joué à merveille pour contenir, amortir et stériliser le puissant mouvement de grèves.

La bourgeoisie n'a donc recours à la méthode fasciste que lorsque la méthode démocratique est sur le point d'épuiser ses effets - ou alors lorsque sa situation économique est si précaire qu'elle n'a pas ou plus les moyens de financer les amortisseurs sociaux et les institutions démocratiques (voir les dictatures militaires et les régimes féroceusement répressifs dans les pays capitalistes pauvres).

Dans tous les autres cas, et c'est bien évidemment la situation aujourd'hui dans tous les pays capitalistes, la méthode démocratique représente la meilleure, la plus stable et la plus sûre méthode de gouvernement bourgeois, celle qui permet le mieux de freiner sinon le développement des antagonismes sociaux, du moins leur manifestation sur le terrain de l'affrontement ouvert entre les classes. C'est d'ailleurs précisément pour cette raison que le capitalisme mondial pousse à l'instauration de régimes plus ou moins démocratiques, ou encourage les «démocratisations», même limitées et temporaires, jusque dans les pays en crise... avant de revenir, s'il le faut, au talon de fer d'un régime totalitaire!

(1) Lutte Ouvrière, au grand scandale de ses confrères trotskystes, avait refusé de participer aux manifestations de protesta-

tion contre les accords passés avec le FN par certains politiciens de droite, et elle avait également refusé de rejoindre le front anti-FN lors des votes des Assemblées régionales pour la raison que les partis de droite et de gauche étaient également des adversaires des travailleurs. Dans le «Proletaire» n° 444, nous affirmions que cette soudaine intransigeance de LO (qui peu de temps avant avait appelé à voter PS à Vitrolles pour faire barrage au FN) ne devait pas être prise au sérieux. Il n'a pas fallu attendre longtemps pour en avoir une nouvelle preuve: au début du mois de juillet les élus de LO à la région du Nord-Pas-de-Calais de votaient le budget scolaire du socialiste Delebarre «pour faire échec au Front National» et avoir des représentants dans quelques conseils d'administration de lycées...

(2) Rapport à la réunion générale du parti à Florence (avril 1967). Le passage cité se trouve sur «Programme Communiste» n° 45 (juillet-septembre 69), p.9.

La lutte des chômeurs ne connaît pas de frontières

Depuis plusieurs mois se déroulent des luttes, parfois accompagnées de violence, de chômeurs dans la région de Naples, la grande métropole du sud de l'Italie, qui, comme tout le mezzogiorno italien connaît un taux de chômage très important. En attendant de pouvoir donner un aperçu de ce mouvement complexe et de l'action de nos camarades, nous invitons les lecteurs qui connaissent l'italien à se reporter à «Il Comunista» où la lutte est amplement documentée. Nous publions ci-dessous un tract qui illustre notre orientation dans ces mouvements, indépendamment du pays où ils ont lieu.

L'UNION DES PROLÉTAIRES FAIT LEUR FORCE, MAIS SEULEMENT SUR LE TERRAIN DE CLASSE

PROLÉTAIRES, CHÔMEURS, CAMARADES,

Le chômage, le travail précaire, le travail au noir, l'exploitation bestiale des immigrés et le travail esclavagiste des «clandestins», le travail des enfants sont tous des aspects inévitables du système capitaliste d'exploitation du travail salarié!

Il n'y a pas deux capitalismes, l'un bon, humain et compréhensif et un autre bestial, exploiteur et assassin. Il n'y a qu'un seul capitalisme, un seul système qui a pour objectif exclusif l'accumulation de profits et de toute la richesse sociale entre les mains des capitalistes. Pour cela il ne suffit pas aux capitalistes d'avoir la domination économique sur toute la société; ils ont encore la domination politique qui se réalise par l'intermédiaire de l'État et de toutes ses ramifications administratives, économiques, politiques et militaires.

Le chômage, l'extrême précarité du travail et de la vie même des prolétaires, la misère croissante qui se répand uniquement dans la masse prolétarienne et désertée de la société, la faim qui touche de plus en plus de familles prolétaires non seulement immigrées, mais aussi italiennes, sont la démonstration irréfutable de ce que le capitalisme réserve à la grande majorité des êtres humains.

Progrès, bien-être, «espérance de vie», amélioration de la qualité de vie, perspectives futures pour les générations à venir: aux prolétaires d'aujourd'hui et de demain, le capitalisme ne concède rien de tout cela!

Alors que la richesse sociale et générale augmente vertigineusement, alors que la riche Italie entre avec orgueil dans l'Europe,

alors que se développe un processus de concentration économique et financière toujours plus violent entre banques, grandes industries et grandes entreprises,

alors que tous les «partenaires sociaux» - Gouvernement, partis, syndicats, associations industrielles, financières et commerciales, Eglise - mettent en avant la paix sociale, la politique de la négociation, l'aban-

don de toute garantie de salaire et de vie, les prolétaires sont appelés à se sacrifier constamment, jusqu'à la mort, au nom de la bonne marche de l'économie nationale, au nom du dieu profit dont tout dépend, au nom de la compétitivité des marchandises italiennes sur le marché mondial, au nom d'une baisse du coût du travail pour rivaliser avec ceux ultra-réduits qui existent dans les pays asiatiques ou nord-africains. En échange on promet aux prolétaires... le règne de l'au-delà!

PROLÉTAIRES, CHÔMEURS, CAMARADES!

Les luttes qui se sont menées depuis le début de l'année dans la région de Naples montrent de façon toujours plus évidente le chemin que doivent et devront prendre les prolétaires pour défendre efficacement leurs propres intérêts et pour se défendre de toute déviation de type collaborationniste et fractionniste, de type religieux ou délinquant.

La criminalité et la délinquance, qui ne s'étaient jamais affaiblies en réalité, prennent un développement accru dans des conditions économiques de misère, dominant toutes les activités humaines et démontrant que la société capitaliste, en plus de l'esclavage salarié et de l'extension de la misère, a besoin d'elles pour vivre et se développer. Le but est toujours le même: amasser des profits, augmenter la disponibilité des capitaux, spéculer sur la circulation plus rapide

«L'anti-fascisme démocratique: un mot d'ordre anti- prolétarien qui a fait ses preuves»

Sous ce titre est réédité un article de notre revue théorique «Programme Communiste» n° 56 (juillet 1972) rappelant à grands traits ce qu'est l'État démocratique, ce qu'est le fascisme et la nature contre-révolutionnaire de l'anti-fascisme démocratique. Le seul anti-fascisme véritable est l'anti-capitalisme et dans les pays capitalistes l'alternative historique est: dictature de la bourgeoisie ou dictature du prolétariat.

Une plaquette de 17 pages: 3 FF.

La lutte des chômeurs

des capitaux, renforcer les privilèges économiques et sociaux existants, et terroriser les prolétaires et les couches les plus pauvres de la population! Et il ne peut y avoir de doute que les privilégiés dans la société bourgeoise sont les capitalistes et toute la bande des parasites politiques et syndicaux qui en administrent la défense; ce sont ces couches qui bénéficient directement de la paralysie classiste dont est encore frappé le prolétariat par le terrorisme bourgeois et criminel qui veut le contraindre à ne pas bouger le petit doigt pour défendre ses intérêts de classe.

Toute **revendication** qui exprime **exclusivement** des intérêts de classe ne peut être l'expression d'un conflit purement local, circonscrit à une ville ou à une aire géographique. **Les intérêts des prolétaires à Naples sont les mêmes qu'à Palerme, à Rome, à Milan, en Calabre ou à Gênes:** ce sont ceux d'une classe qui doit se défendre de l'oppression générale pour que finisse le sacrifice d'une grande partie d'elle-même condamnée aujourd'hui au chômage et à la misère, et jetée peut-être demain dans la guerre bourgeoise!

Que peuvent attendre les prolétaires des patrons, des gouvernants, des partis parlementaires, des experts des associations collaborationnistes syndicales ou para-religieuses et humanitaires les plus diverses?

Uniquement des promesses illusoire, des mesures dilatoires, des miettes pour

quelques uns seulement, des restrictions pour tous et à tous les niveaux, précarité et incertitude du lendemain!

Mais les bourgeois qui possèdent déjà tout, ont toujours peur de perdre quelque chose. Et quand des groupes de prolétaires, qui en ont assez de se faire lanterner, assez de promesses non tenues et de brimades quotidiennes, expriment leur exigence de vivre avec la colère de ceux qui ne veulent pas se résigner à la fatalité, au malheur, au désespoir ou à la mort, mais qui veulent lutter pour conquérir le droit à vivre comme des êtres humains et non comme des bêtes menées à l'abattoir, alors le chœur général des parasites lance un cri d'alarme: *Attention! Les prolétaires deviennent violents!, ils démolissent les bars de personnes aisées, ils incendient les benches à ordures et les autobus, ils occupent les locaux des municipalités et des syndicats! Attention! Les prolétaires ne sont plus dans leur ghetto, ils ne respectent plus la loi (qui est la loi du plus fort), ils n'écourent plus les paroles de paix et de calme de leurs représentants politiques et syndicaux, ils échappent au contrôle! A l'aide! Police! Carabiniers! Intervenez, matraquez les, arrêtez les, renvoyez les dans leurs taudis et leurs ghettos, tenez-les à distance de nos magasins débordant de marchandises, de nos belles maisons et de notre propriété sacrée! Policiers! Carabiniers! Faites votre devoir! Défendez la propriété privée sacrée!*

Que les policiers soient au service de la

société bourgeoise, pour défendre les lois que la classe dominante bourgeoise s'est donnée et se donne, pour défendre la propriété privée et les privilèges des bourgeois, même les enfants le savent.

Mais qui défend les prolétaires contre le chômage, contre la misère, contre le désespoir? Les syndicats collaborationnistes? Non, étant donné qu'ils défendent avant tout les entreprises! Les partis de gauche? Non, étant donné que sous prétexte de démocratie, ils défendent avant tout cette société et cet Etat! L'Eglise? Non, étant donné que la première et la dernière parole des curés est toujours de ne pas désirer les biens d'autrui, quand ce sont les autres - c'est-à-dire les bourgeois, qui ont tout pris, même la vie des prolétaires!

Les prolétaires doivent se défendre par leurs propres forces, par eux-mêmes, en s'organisant et en luttant sur le seul terrain qui permet d'obtenir satisfaction pour ses revendications: le terrain de la lutte de classe ample et ouverte, pour la défense exclusive de ses intérêts immédiats, avec les moyens et les méthodes de lutte les plus aptes à exprimer la force et la détermination de la lutte prolétarienne.

Il est très vrai que l'union fait la force; mais il est nécessaire de s'unir autour d'objectifs de classe, communs à tous les prolétaires, en partant de la défense des prolétaires qui se trouvent dans les conditions les plus mauvaises, les chômeurs, les précaires,

les LSU (1), les travailleurs au noir, les intérimaires. Même les travailleurs à emploi stable, ceux qui ont un contrat à durée indéterminée sont intéressés à cette lutte, non seulement par solidarité de classe, mais parce que seuls les patrons et les capitalistes profitent de la concurrence toujours plus aiguë entre prolétaires!

Les mots d'ordre de lutte ne peuvent donc être que ceux-ci:

- **Au travail ou au chômage: un salaire!**
- **Services sociaux gratuits (santé, instruction, transports, etc.) pour les chômeurs et les précaires**
- **Transformation des contrats à durée déterminée, des LSU, des précaires en contrats à durée indéterminée!**
- **Diminution drastique de la journée de travail sans baisse de salaire!**
- **Refus des heures supplémentaires!**
- **Organisation de classe unitaire entre travailleurs, chômeurs, précaires et occupés!**
- **Lutte de classe intransigeante pour la défense des seuls intérêts prolétaires, indépendante de toute forme ou de tout contenu lié aux intérêts patronaux et bourgeois!**

Naples, juin 98.

(1): LSU: emplois dits «socialement utiles» (sic!): petits boulots réservés aux chômeurs, payés une misère et qui viennent de subir encore de fortes réductions de salaire

Un tract du parti en mai-juin 68

Nous aurons l'occasion de revenir sur le trentième anniversaire de célébré par tous les médias bourgeois et de faire la critique des positions assumées par les divers courants politiques «issus de mai 68» toutes plus opposées les unes que les autres au programme communiste authentique. Pour l'heure nous nous bornons à publier un des tracts diffusés par le parti dans lequel le lecteur peut constater combien nous étions éloignés des illusions et des fausses conceptions qui régnaient à ce moment.

Contre le réformisme! Contre l'aventurisme! Vive la lutte pour la révolution communiste!

En brisant la «paix sociale», les barricades du Quartier Latin ont précipité l'éclatement d'une vague de grèves comme on n'en n'avait plus vue depuis longtemps. Aujourd'hui (18 mai) le mouvement est à peine commencé. Nous, communistes, saluons avec joie ce réveil du prolétariat. Mais forts de l'expérience historique du prolétariat, nous pouvons dès à présent montrer les **limites** du mouvement dans l'immédiat et les **perspectives** qu'il ouvre pour l'avenir.

40 ans de contre-révolution ont laissé la classe désorientée et désorganisée, ou, pire, organisée dans les partis mêmes de la contre-révolution, les faux partis communistes. Ces partis ont renoncé une fois pour toutes à détruire le capitalisme pour se mettre au service des intérêts de la «nation», du «peuple», du «progrès économique», c'est-à-dire de la bourgeoisie, de l'**économie capitaliste**. Les seules luttes qu'ils admettent pour les prolétaires sont celles destinées à défendre leurs intérêts en tant que **catégorie de la société bourgeoise**. Mais en réalité même les intérêts immédiats des prolétaires sont opposés à ceux de l'«économie nationale», ce qui oblige ces médiateurs à une gymnastique obscène: chaque fois que c'est possible ils soumettent les prolétaires aux impératifs bourgeois (guerre impérialiste, produire avant tout, etc.), mais quand la colère des prolétaires ne peut plus être suffoquée, ils «prennent la tête» des luttes pour mieux les contrôler.

Aujourd'hui beaucoup de prolétaires commencent à se rendre compte que ces partis trahissent la cause de la révolution en même temps que leurs intérêts immédiats, et ils cherchent à retrouver la voie révolutionnaire. Parfois ils tombent sur des «extrémistes» qui

leur tiennent des discours alléchants, qui poussent à n'importe quelle action sur n'importe quel mot d'ordre, en n'importe quelle circonstance, comme si toute action violente devait conduire, par une échelle continue, à la révolution. Ceux qui croient que «si les ouvriers descendaient dans la rue comme les étudiants, le gouvernement s'écroulerait et l'Etat des patrons avec lui» sont peut-être moins répu gnants que les «camarades ministres» (ex ou futurs!), mais ils ont tout aussi pernicieux!

Aux réformistes et à tous les faux révolutionnaires (des «pro-chinois» aux anarchistes en passant par les trotskystes et les «étudiants»), le Parti Communiste International oppose la véritable position communiste:

- La société capitaliste ne peut être «réformée» mais doit être détruite de fond en comble. L'objectif du prolétariat n'est pas un «bon» ou un «juste» salaire, mais l'**abolition du salariat**. L'objectif du prolétariat n'est pas «le progrès dans l'expansion démocratique», mais **la destruction des rapports capitalistes de production**, du marché, de la concurrence, de la production soumise aux exigences du profit. L'objectif du prolétariat n'est pas de gérer l'économie capitaliste à la place du patron, mais de libérer l'humanité des lois de l'économie capitaliste, de produire selon les besoins humains et non plus selon les lois aveugles du marché et de l'accumulation du capital.

Cette tâche historique, seul le prolétariat peut l'accomplir, parce qu'il est la seule classe **directement et totalement** opposée au capital. Il ne peut l'accomplir que par sa **révolution violente et sa dictature de classe**. Quiconque prêche aujourd'hui la «lutte contre les monopoles», «contre le gaullisme», pour le «peuple» et la «démocratie», prépare la trahison de demain!

- Le prolétariat ne peut accomplir sa tâche que s'il agit comme classe, c'est-à-dire constitué en parti. Le Parti est à la fois la **science** et la **volonté** du prolétariat. Science: vision claire du but et des moyens, c'est-à-dire du **programme** et de la **tactique** de classe qui ne sont pas inventés librement et spontanément à chaque fois, mais imposés par

l'histoire et par l'expérience cristallisée dans la doctrine de classe. Volonté: organisation réelle du prolétariat **autour de ce programme** qui seule lui permet d'agir dans l'histoire.

En l'absence du parti dans ce double sens, la lutte la plus héroïque ne peut conduire qu'à la défaite. Quiconque prêche la «révolte» ou la «révolution» spontanée et sans parti prépare en réalité la contre-révolution. Aujourd'hui, après la tourmente de la contre-révolution le parti ne compte que de faibles forces. Notre mouvement et lui seul a sauvé la doctrine intégrale de Marx et Lénine, le programme et la tactique communistes. La crise capitaliste qui s'annonce permettra au parti de se développer, parce que la lutte que le prolétariat devra soutenir pour défendre ses conditions d'existence rendra toujours plus manifestes la trahison des réformistes et l'impuissance des «rebelle». Elle fera comprendre aux prolétaires que seule la **perspective révolutionnaire** leur permet de lutter vraiment **contre** l'intérêt «populaire» et «national» qui les écrasent. Et seules les luttes conduites sur cette base de classe, contre les intérêts bourgeois, permettront au prolétariat de se débarrasser des directions traîtres **en s'organisant autour de**

son parti de classe.

PROLÉTAIRES!

Brisant tout lien avec «l'intérêt de la patrie», posez vos revendications immédiates de classe:

- Réduction draconienne et immédiate de la journée de travail,
- Intégration des primes dans le salaire,
- Augmentation générale des salaires, plus forte pour les catégories les moins payées,
- Refus de faire dépendre le salaire de la production ou de la productivité,
- Refus des tables rondes, et surtout de la participation de syndicats à la gestion de l'entreprise ou de l'Etat bourgeois.

Vous devez défendre ces objectifs contre les laquais du capital qui font tout leur possible pour canaliser vos luttes vers le nouveau «Front populaire» et soumettre une fois de plus les ouvriers aux impératifs bourgeois. En vous battant pour ces objectifs de classe, en vous resserrant autour de notre parti - qui lie ces revendications immédiates à la perspective révolutionnaire - vous reconstruirez l'armée révolutionnaire du prolétariat dirigé par son parti.

(18 / 5 / 1968)

Panorama des luttes ouvrières en Grande-Bretagne

La Grande-Bretagne, premier pays où le capitalisme s'est développé en grand, était devenue l'*«atelier du monde»* et le *«despote du marché mondial»*, ainsi que le plus grand Empire colonial au siècle dernier.

En conséquence du développement capitaliste précoce et impétueux dans leur pays, les prolétaires britanniques ont été les premiers à s'engager dans la lutte de classe; ils ont été les premiers à s'associer pour défendre leurs propres intérêts de classe contre les patrons. Leurs mouvements prirent au début la forme du *luddism*, qui se caractérisait par le sabotage et la destruction des machines; puis apparurent les premières associations mutuelles, et enfin le mouvement chartiste, le premier mouvement prolétarien moderne. Les bourgeois britanniques comprirent très vite qu'il vaut mieux faire quelques concessions pour éviter, amortir ou atténuer les réactions ouvrières qui, sinon, prenaient le tour violent et destructeur du luddisme ou qui

risquaient de transformer le chartisme en mouvement révolutionnaire irrésistible, et dès 1824 une première loi autorisait les syndicats.

Car si la Grande-Bretagne a connu le premier mouvement ouvrier moderne, elle fut également le premier pays à se constituer une *«aristocratie ouvrière»*, selon les termes d'Engels qui put constater de visu ce phénomène.

Comme sa position dominante dans l'économie mondiale lui assurait de juteux bénéfices, la bourgeoisie britannique put consacrer quelques **miettes** de ses gains pour acheter une partie de la classe ouvrière en lui assurant un train de vie élevé et stable. Engels pestait à la fin du siècle dernier contre les dirigeants syndicaux anglais vendus à la bourgeoisie. Cette collaboration avec la classe dominante des organisations politiques et syndicales ouvrières ont permis à la bourgeoisie bri-

(Suite en page 6)

Panorama des luttes ouvrières en Grande-Bretagne

(Suite de la page 5)

tannique de passer sans trop de difficultés au travers des remous de l'entre-deux guerres, et particulièrement de faire face à la grève générale de 1926.

La courbe des grèves en Grande-Bretagne a connu un plongeon spectaculaire pendant toute l'époque des gouvernements conservateurs, après la défaite subie par la grève des mineurs, un conflit que le gouvernement avait froidement prévu et préparé, sûr qu'il était que les puissantes organisations syndicales feraient tout leur possible pour éviter les risques d'extension de la lutte aux autres secteurs prolétariens. La grande grève des mineurs montra à la fois la détermination et la combativité des prolétaires et l'incapacité totale de la meilleure des organisations syndicales - le NUM, syndicat des mineurs - édifiées sur le terrain du trade-unionisme, du corporatisme et de la collaboration des classes à faire en sorte que cette énergie prolétarienne ne soit pas dépensée en vain, mais devienne le fer de lance d'un mouvement d'ensemble de la classe. L'affrontement avec les mineurs et la défaite du NUM était l'illustration la plus éclatante de la redéfinition, ou du redimensionnement, de la place et du rôle que la classe dominante d'un pays devenu impérialisme de second rang et en butte à des difficultés économiques persistantes, entendait désormais donner non seulement aux appareils syndicaux et réformistes, mais plus généralement à ce qu'on appelait l'«Etat-providence» avec tous les systèmes d'amortisseurs sociaux, de lois sociales, de «garanties» qui avait donné une base si solide à la paix sociale depuis la dernière guerre. Il n'est pas sans intérêt de noter que ce furent les travaillistes britanniques (s'inspirant des réalisations du fascisme allemand et italien) qui jetèrent les bases de cet Etat-providence copié ensuite dans tous les pays capitalistes; et que c'est le gouvernement britannique de Thatcher qui lança le mouvement international de réduction (plutôt que démantèlement) de ce système et d'attaque générale (bien que graduelle) contre la classe ouvrière: la bourgeoisie ultra-expérimentée de la vieille Albion est encore capable de donner des leçons à la bourgeoisie mondiale. C'est le signe qu'elle reste et restera un adversaire particulièrement coriace de la classe ouvrière en dépit de sa décadence économique irréversible.

LES «LOIS ANTISYNDICALES»

Parallèlement à la légalisation des grèves et des syndicats, la très démocratique bourgeoisie britannique avait mis en place peu à peu toute une législation pour encadrer les conflits du travail et l'action syndicale: depuis les lois de 1825, celles de 1896 sur la conciliation, jusqu'au Trades Disputes Act au lendemain de la grève générale de 1926 trahie par les dirigeants politiques et syndicaux (avec l'aide de l'Internationale stalinisée), etc... Ainsi ce seront souvent les tribunaux qui régleront les conflits sur le terrain et selon les règles de la bourgeoisie, avec la bénédiction du TUC (Congrès des Trade-Unions). L'intégration des syndicats dans les mailles des institutions étatiques s'accéléra après 1945 et la collaboration devint officielle dès le retour du Labour au pouvoir en 64 par le biais du «Joint Statement of Intent on Productivity, Prices & Incomes» et du «National Board for Prices & Incomes» dont l'une des tâches est de décider de la hausse des salaires en fonction de la productivité. Le gouvernement travailliste Wilson put ainsi mener une politique anti-ouvrière, notamment en gelant les salaires de 1966 à 69. Mais comme le prolétariat ne cessait cependant pas de riposter par des luttes durant la première moitié des années soixante, ce gouvernement mit sur pied une Commis-

sion d'Enquête (Donovan Commission composée de représentants du gouvernement, des syndicats et du patronat) sur les organisations syndicales et ouvrières. Après 3 ans de travaux, cette commission aboutit au Rapport Donovan, publié en juin 68 et qui allait servir de base tant au projet travailliste de loi Castle qu'au projet conservateur de loi Carr, pour mettre fin aux grèves sauvages.

C'est donc le gouvernement de gauche, le parti travailliste non renoué, qui tentera le premier, durant ces trente dernières années, de mettre en place des lois antigreve. Le projet de loi Castle (finalement rejeté) intitulé «in place of strike» (à la place de la grève) définissait 3 objectifs: 1) encourager les syndicats à des changements de structures et de fonctions; 2) renforcer les pouvoirs d'intervention de l'Etat dans les conflits; 3) renforcer et étendre les procédures de négociations collectives grâce à l'intervention de l'Etat.

Le projet conservateur, *Industrial Relations Act* ou loi Carr, du nom du secrétaire d'Etat à l'Emploi du gouvernement tory de retour à la tête du pays, est voté en 70 comportant notamment les modalités suivantes: 1) interdiction des grèves de solidarité; 2) institution d'un système d'amendes aux syndicats ayant enfreint les nouvelles lois ou individuellement aux ouvriers avec possibilité d'emprisonnement; 3) possibilité pour les pouvoirs publics de décréter des périodes de conciliation de 60 jours permettant des négociations et des consultations du personnel; 4) enregistrement des syndicats qui ne peuvent plus se créer librement; 5) le patronat peut employer de la main d'oeuvre non syndiquée, d'où possibilité d'embaucher des jaunes; 6) les *shop stewards* (délégués) ne sont plus élus par les ouvriers mais désignés par leur syndicat.

Sans doute cette loi est abolie dès le retour du Labour au pouvoir en 74; mais devant un développement des luttes ouvrières, le LP fait adopter au Congrès des Trade-Unions la «loi des 12 mois» qui oblige les syndicats à attendre un an avant de présenter de nouvelles revendications salariales, chose que les Conservateurs n'auraient jamais réussi à obtenir! Cependant malgré le travail de sabotage des bonzes syndicaux et des travaillistes, malgré les réglementations sur les conflits, le mécontentement prolétarien se traduira par une vague de luttes lors de «l'hiver de mécontentement».

Cette vague de luttes ayant été contenue et le prolétariat désorienté par l'alliance anti-ouvrière Trade-Unions - Labour, la bourgeoisie va alors appeler au gouvernement une équipe à poigne chargée entre autres choses de discipliner la classe ouvrière: Thatcher et sa clique qui mettront en place des lois en 1980, 82 et 84 limitant considérablement le droit syndical à la base, c'est-à-dire les possibilités légales pour les prolétaires d'organiser des grèves efficaces, donc «dures». Ces *Anti-Union Laws*, qui devraient être plus correctement appelées *Anti-Strike Laws* (lois antigreve), sont une copie presque conforme du projet du travailliste Carr. Elles se résument ainsi: 1) liberté du travail pour les patrons et les jaunes en interdisant les piquets des syndicats solidaires; 2) vote à bulletins secrets pour décider d'une grève; 3) liberté individuelle permettant de protéger les non-syndiqués (donc les jaunes); 4) réduction du pouvoir des *shop stewards*; 5) lourdes sanctions financières en cas de non-respect des lois; 6) nouvelles dispositions sur les *closed shops* (entreprises n'employant que des travailleurs syndiqués).

Conservées évidemment par Major, ces lois - comme celle qui impose un vote suivi de 3 semaines d'attente avant de pouvoir déposer un préavis de 7 jours avant une grève - le sont également par Tony Blair.

Mieux, le gouvernement travailliste a des projets de nouvelles lois dans ses tiroirs pour renforcer celles qui sont en vigueur; c'est le cas par exemple du projet, calqué sur une loi en vigueur aux USA, selon lequel un syndicat ne serait reconnu dans une entreprise qu'après un vote de plus de 50 % de travailleurs en sa faveur. Ce projet devrait sortir en 1999.

LE TUC AUJOURD'HUI

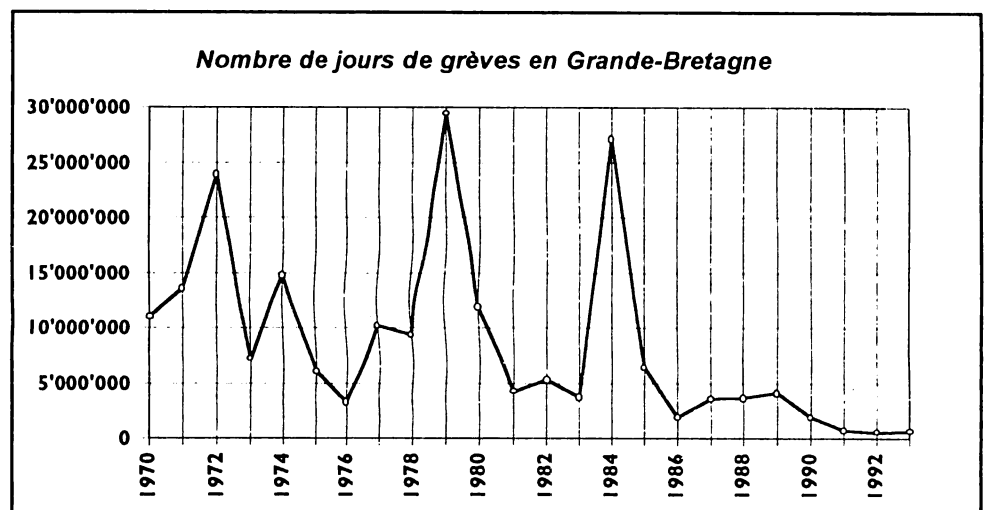
Cela n'inquiète pas le TUC qui renforce sa domination sur les travailleurs avec ces lois et glisse toujours plus à droite, «nouvelle» politique travailliste oblige. D'ailleurs, au Congrès de 97, il n'a pas hésité à inviter un leader du CBI (Confédération patronale) et l'archevêque de Canterbury - confirmation de ce qu'écrivait Trotsky il y a 70 ans: «du puritanisme, les Mc Donald (comprendre les travaillistes et trade-unionistes) ont hérité non la force révolutionnaire, mais ses préjugés religieux» (dans son ouvrage «Où va l'Angleterre»); tandis qu'un dirigeant affirmait que «contrairement aux stéréotypes du démodé buveur de bières coiffé d'une casquette, le syndicaliste typique d'aujourd'hui est Dan de Durham, un avocat ou un médecin d'une quarantaine d'années, travaillant à plein temps dans le nord de l'Angleterre» et ajoutait que les conflits de Liverpool et d'Hillingdon étaient des «causes perdues», démontrant une nou-

défenseur (du moins en paroles) d'une des catégories les plus défavorisées, il fait la démonstration qu'il ne veut nullement remettre en question l'existence de ce type de boulots qui signifient flexibilité, bas salaires, horaires démentiels, diminution des aides distribuées par l'Etat (pour maintenir la paix sociale), etc...

Par ailleurs, le TUC qui compte 6,9 millions d'adhérents dont 3,1 millions de femmes et qui syndiquerait entre 45 et 51 % de précaires sous contrats annuels, trimestriels ou de 9 jours par quinzaine, étudie un projet qui lui permettrait de créer sa propre Compagnie d'énergie (l'*Union Energy Ltd*) pour vendre de l'électricité et du gaz (privatisés évidemment) aux syndicats!

LA BAISSÉ DU NOMBRE DE GRÈVES

Le mouvement gréviste est en profond recul: selon les derniers chiffres officiels le nombre de grèves est le plus bas depuis un siècle! - en fait il est devenu difficile d'établir des statistiques pointues du fait que les grèves impliquant moins de 10 travailleurs ou, dans certains cas, ne dépassant pas 100 jours ne sont plus prises en compte et que le nombre de jours de travail perdus est faussé par le remplacement des grévistes par des jaunes. Pourtant les luttes ouvrières n'ont pas disparu, même si elles ont un caractère défensif et si parfois elles ressemblent à un quitte ou double pour les exploités.



velle fois que son rôle est bien celui d'un partenaire de la bourgeoisie.

Le quotidien de la finance, le «Financial Times», n'a pas manqué de le signaler à ses lecteurs; dans son n° du 12/9/97 il écrivait que le syndicat n'avait pas l'intention «de revenir au style (souligné par nous - NdlR) oppositionnel des années 70. Le "nouveau syndicalisme" du partenariat social avec l'Europe, le gouvernement et le patronat est plus qu'un mécanisme (...). Les officiels des unions nous ont montré (...) qu'ils acceptent le changement, même si certains le font à contrecœur. Ils reconnaissent qu'ils vivent dans la réalité mondiale et qu'ils négocieront avec des entreprises sur des rendements de travail améliorés (...). Pour la plupart, les délégués furent des modèles de sobriété et de respectabilité», ajoutant que «personne en dehors de l'insignifiante extrême-gauche n'a suggéré que les syndicats voulaient revenir aux grèves sans votes, aux piquets volants et de masse, aux actions de solidarité et tout le reste».

Bien sûr, le TUC ne peut pas ne pas avancer des revendications intéressantes les prolétaires. C'est ainsi qu'il a demandé au gouvernement le droit pour les chômeurs de rejoindre les syndicats, la réintégration (ou l'indemnisation) des ouvriers licenciés pendant une grève officielle, ainsi que l'abolition de la *qualifying period* (période d'essai de 2 ans). Mais que sont ces revendications face aux législations syndicales les plus restrictives du monde occidental? Le syndicat espère aussi recruter de plus en plus de travailleurs à temps partiel, de jeunes et de femmes. Mais il cherche surtout à contrôler davantage de prolétaires. D'ailleurs, quand il veut recruter davantage chez les temps partiels (plus d'un million de syndiqués), même si c'est pour se faire le

Les exemples ci-dessous montrent l'existence des luttes et leur faiblesse actuelle.

LES DOCKERS DE LIVERPOOL

Comme ce conflit a déjà été évoqué dans «le Prolétaire» (1), nous n'y revenons que pour apporter quelques précisions et une mise à jour. Le conflit s'est achevé au début de l'année au bout de 850 jours de lutte, par une défaite, après le refus complet du Labour et du syndicat de venir à leur aide.

Ainsi, il faut savoir que si le T&GWU a refusé de soutenir les lock-outés, ce n'était pas seulement parce que cette grève était illégale, mais parce qu'également ce syndicat, dont le dirigeant Bill Morris a entrepris des négociations secrètes peu après le début du conflit avec le patronat de MD&HC qui regroupe tous les acconiers du port de la Mersey, avait refusé de reconnaître en 1993, tout comme le patronat, le *Shop Stewards Committee* (comité de délégué) issu de la méfiance des dockers envers le syndicat après la perte de leur statut. Cependant à la suite du congrès de juillet 97, le syndicat a été contraint d'accorder une aide financière aux lock-outés - aide bien inférieure à ce qu'il a accordé à la campagne électorale de Blair!

LA LUTTE D'HILLINGDON

En 95, presque en même temps que les dockers de Liverpool, un conflit démarrait à Londres. 53 employés d'un sous-traitant chargé du nettoyage à l'hôpital d'Hillingdon étaient licenciés pour avoir refusé de céder à une diminution de 20 % de leurs salaires et à d'autres attaques de Pall Mall, leur nouvel employeur.

Les 53 vont alors entrer en lutte et

Panorama des luttes ouvrières

organiser un piquet de grève malgré les menaces et les attaques physiques particulièrement acharnées parce qu'en plus d'être des prolétaires en grève, elles sont des femmes originaires du sous-continent indien. Elles recevront le soutien officiel au niveau international du Centre of India Trade-Union (syndicat indien dont les leaders se rendront à Londres) et du All India Co-ordination of Working Women et, en Grande-Bretagne, des membres du WOW (Women of Waterfront) qui participèrent même à leur piquet et par des sections de l'UNISON (syndicat de la santé et des fonctionnaires locaux). Mais le syndicat de branche va montrer son vrai visage au fur et à mesure du conflit en signant tout d'abord un accord avec le patronat pour une indemnisation de 250.000 Livres puis en ordonnant la fin du conflit avant d'abandonner ces ouvrières à leur sort et de ne plus reconnaître la grève comme légale après qu'elles aient refusé l'accord concocté par les bonzes. Par la suite ces ouvrières se heurteront à l'hostilité générale des organisations syndicales; les délégations des 53 qui participeront à des manifestations et des rassemblements, ou à des meetings et des Congrès syndicaux, se verront, dans de nombreux cas, prises à partie, interrompues, interdites de paroles, voire même expulsées.

En dépit de cet ostracisme et de ces difficultés cette lutte continue grâce à la volonté de ces ouvrières qui n'ont plus rien à perdre et au soutien et aux dons venant de prolétaires qui subissent les mêmes attaques patronales et les mêmes trahisons syndicales.

LA LUTTE DE MAGNET

En août 96, à Darlington, nord de l'Angleterre, 350 salariés de Magnet Kitchens Ltd se mettaient en grève contre le harcèlement de leur hiérarchie (chronométrage du temps passé aux toilettes...) d'une part et contre une réduction de 20 Livres par semaine de leur salaire déjà gelé depuis 3 ans d'autre part, réclamant même une augmentation.

Le nouveau patron accepte cette augmentation mais seulement pour 60% d'entre eux. Les travailleurs vont la refuser après un vote car 3% c'est inférieur à la hausse du coût de la vie et parce qu'elle doit être appliquée à tous. Le 22, la grève démarrait. Et à la fin du mois, chacun d'eux recevait une lettre où il devait promettre de ne pas prendre part à la grève ou de ne pas sympathiser avec. 50 d'entre eux la signaient et reprenaient le travail. Début septembre les 300 autres étaient licenciés et remplacés par des jaunes sous contrats de courtes durées et avec des salaires moindres.

Selon un tract des lock-outés, qui ont en moyenne 24 ans d'ancienneté et dont les plus qualifiés connaissent un gel salarial depuis 10 ans quand ils n'ont pas vu ce même salaire baisser, et qui vont organiser un piquet se déroulant 24 heures sur 24 et 365 jours par an, la société Berisfords a perdu non pas 30 à 40.000 Livres par an mais 360.000 Livres durant les 17 premières semaines du conflit. Car cette société qui a fait un bénéfice de 11 millions de Livres en 1996, qui voudrait selon le même tract «des salaires et les conditions de travail de l'époque victorienne» et qui a accordé une augmentation de £ 1.000 par semaine à son directeur, doit utiliser un important turn-over de jaunes et faire sous-traiter le travail qualifié, la production ne tournant qu'à 50% les premiers mois.

Cependant la lutte prendra la même tournure que celle des dockers. Déclarée illégale, elle ne sera pas soutenue par le Labour encore dans l'opposition, ni par les syndicats qui mettront 6 mois avant de débouler les fonds financiers dus aux grévistes; finalement ils reconnaîtront la grève et apporteront leur «soutien» par... la diffusion de tracts appelant les clients de Magnet (le plus important étant Mac Donald) à

boycotter l'entreprise jusqu'à la réintégration des lock-outés! Quant aux actions légales et interclassistes des femmes de Magnet, groupe calqué sur le WOW (groupe de femmes des dockers en lutte), comme celle d'écrire à Blair, elles ne donneront évidemment rien. La seule aide viendra de certains groupes de prolétaires qui, lors des différentes manifestations, enverront des délégations comme les 53 d'Hillingdon et les dockers de la Mersey.

Dans cette entreprise où le salaire moyen de la base (chefs, personnel des bureaux et ouvriers) était de £ 373 par semaine en 93 puis de £ 274 par semaine en 95 (£ 225 pour les ouvriers au moment d'être licenciés) alors que les dirigeants gagnaient (primes diverses comprises) £ 4.437 par semaine en 95, et où la production augmente de 25% par an, la direction n'a jamais cédé se sachant protégée par les lois et la non-intervention des syndicats. Elle a même pu, en toute quiétude, menacer les lock-outés et organiser à plusieurs reprises des attaques de jaunes contre le piquet. Cela s'est soldé par des incendies d'abris, des coups et même, le 25 juin 97, par l'hospitalisation de deux grévistes agressés.

En août 97, lors d'une marche de 1.500 manifestants à Darlington, le secrétaire du Comité de grève faisait encore un appel pour que «le gouvernement arrête ses hésitations et qu'il force (Magnet) à aller à la table de négociation» regrettant la position des syndicats.

Aujourd'hui, la lutte - qui est restée «officielle», c'est-à-dire reconnue par le syndicat - continue et de nombreux grévistes se retrouvent avec des saisies et un avenir qui ressemble de plus en plus à celui des dockers de Liverpool.

LA LUTTE DE MONTUPET

Le 17/4/97, une grève éclatait chez le constructeur français de pièces automobiles Montupet à Dunmurry, dans la banlieue de Belfast. 280 des 300 ouvriers cessaient le travail pour une amélioration des salaires, inférieurs d'environ 50% à ceux des autres usines nord-irlandaises, et des conditions de travail.

Alors que les ouvriers, dont la majorité est membre de l'AEEU, réclamaient des augmentations comparables à la hausse du coût de la vie, le patronat qui n'a cessé de baisser les effectifs, n'a eu pour réponse qu'un refus se transformant en grève du zèle. Sa réplique est immédiate: 2 licenciements. Aussitôt, une grève sauvage, donc non officielle, éclate et des piquets sont installés. Le patronat embauche alors des jaunes et la direction de l'AEEU abandonne son syndicat en lutte.

Finalement, le travail reprendra après 3 mois de lutte. 20 ouvriers sont licenciés dont 5 délégués syndicaux poursuivis en justice par le patronat et menacés d'emprisonnement pour avoir enfreint les lois syndicales. Les prolétaires n'obtiendront rien.

Alors que le conflit se poursuit devant les tribunaux, les prolétaires de cette usine ont néanmoins gagné un combat: celui d'avoir brisé la traditionnelle division entre protestants et catholiques si utile à la bourgeoisie locale, à l'impérialisme britannique et aux patrons étrangers installés dans cette colonie britannique comme celui de Montupet arrivé en 1989.

DEUX AUTRES LUTTES DE LOCK-OUTÉS

D'autres luttes du même type ont eu lieu dernièrement: chez Project Aerospace à Coventry et chez Ritchley Labels au Pays de Galles.

Alors que le syndicat commençait à négocier le 10/12/96 sur l'amélioration des pensions et des assurances-maladie, sur des solutions à trouver pour la sécurité et la santé du personnel face à l'amiante (2) et pour une augmentation de salaire de 4,5%, le patronat de P.A. qui n'acceptait que 3%, ignorant les autres revendications, vit les

travailleurs préparer une grève. Aussitôt, il licenciait 41 ouvriers ajoutant «quand les lois (NdIR: syndicales) changeront, nous changerons nos manières».

Un piquet de grève était mis en place et une solidarité financière se créait alors chez les prolétaires avec ou sans emploi de la région; mais par la suite, le syndicat les lâcha quand ils pensèrent qu'ils étaient voués à l'échec. Après plus d'un an de lutte, ils en sont au même point que leurs camarades de Magnet, d'Hillingdon et des quais de la Mersey.

Le 15/2/97, chez Ritchley Labels, sous-traitant de British Telecom, 31 ouvriers se mettent en grève contre la décision de les licencier dans l'avenir. Alors, le patronat, qui a déjà aboli la reconnaissance du CWU, va accélérer les choses en les licenciant sur le champ. Les 31 installent alors un piquet et tentent, en vain, de bouger leurs collègues des autres sites de C.L.. Actuellement, la lutte continue.

LUTTES ET GRÈVES PLUS RÉCENTES

D'autres conflits ont été ou sont toujours actualité dans le pays. Ils se déroulent sporadiquement et touchent quasiment tous les secteurs même si dans certains comme les mines, les docks, les transports maritimes et ferroviaires, les patrons jouissent plus ou moins d'une certaine paix sociale. En voici quelques exemples.

A British Airways, un plan de restructuration en 96 prévoyait 5000 licenciements (sur 56.000 salariés), le transfert de la comptabilité en Inde avec 600 suppressions de postes, la sous-traitance du service de restauration, une rallonge du temps de travail et le gel des salaires afin d'économiser un milliard de livres par an jusqu'en 2000. Par ailleurs, le patronat du géant du transport aérien, surnommée *Brutish* (brutal) Airways, a décidé de bloquer les promotions des grévistes, son PDG, Ayling membre du Labour Party, menaçant de la loi en vigueur les grévistes qu'ils soient syndiqués au GMB et au T&GWU ou non.

Cela ne changerait pas grand chose à ce qui se pratique de plus en plus à BA, habituée à utiliser des intérimaires de Manpower pour remplacer les grévistes et briser les luttes.

Malgré tout des grèves et des débrayages se succèdent. Mais là encore, les bonzes syndicaux sabotent ces luttes (notamment le T&GWU) et négocient dans le dos des salariés avec le patronat. Ainsi, les salariés se retrouvent confrontés à la division catégorielle, à la politique patronale, à la présence des jaunes, aux lois syndicales et aux trahisons de la bureaucratie syndicale. Tout cela entrave la lutte aussi bien pour le personnel navigant que celui au sol et le repli individuel du genre arrêts-maladie, etc., devient de plus en plus important.

Des grèves et des débrayages ont souvent lieu dans le métro de Londres mais les syndicats s'arrangent toujours pour les isoler et les amener à des conflits perlés et inutiles. Dans les hôpitaux, les conflits ont souvent lieu quand il est trop tard pour des revendications en rapport avec la politique de santé citée ci-dessus. Sur les chantiers, dans l'automobile, sur les plates-formes pétrolières (constructions et exploitation), de nombreux conflits ont également lieu qui portent sur les salaires ou contre des licenciements, mais de courte durée ils ont souvent été sabotés par les syndicats (délégués parfois, bureaucratie souvent).

Dans l'Enseignement, comme dans presque tous les services publics contrôlés par l'Etat, les municipalités et autres structures assumant le pouvoir de la bourgeoisie britannique, on impose de plus en plus au personnel la signature de nouveaux contrats individuels permettant de supprimer des postes par dizaines ou par centaines. Il y a cependant de nombreuses ripostes de la part du personnel soutenu très souvent par les parents ou les élèves selon le type d'établissements. Malheureusement, elles sont trop souvent éphémères pour donner des résul-

tats positifs. Bien que l'exemple suivant montre que la durée ne permet pas forcément de vaincre ou de résister.

Dans le collège de Southwark à Londres, les enseignants devaient soit signer les nouveaux contrats soit être rétrogradés. En avril 97, refusant les deux propositions, ils se mirent en grève. Aussitôt, des jaunes les remplaçaient. Finalement, après un vote, sous la contrainte du «ou vous signez ou vous êtes viré», ils signèrent tous à l'exception d'un seul, licencié sur le champ. Le travail reprit le 28 juin avec des salaires diminués et des conditions de travail pires qu'auparavant. Les bonzes du syndicat des enseignants (NAFTE) jouèrent un grand rôle pour isoler et saboter le conflit et faire reprendre le travail.

Chez les pompiers, les restrictions de crédit amenant des suppressions de postes, des moyens et des conditions de travail empirant, etc... sont à l'origine de conflits dispersés chronologiquement et géographiquement. Ils ne sont pas plus épargnés que les autres travailleurs mais ont néanmoins un avantage certain: on peut très difficilement les remplacer donc on ne les lock-oute pas.

En fait, le secteur où ça bouge le plus, c'est à la Poste!

LES LUTTES À LA POSTE BRITANNIQUE

Si on recense officiellement à la Poste 32 grèves en 93, 65 en 94 et 88 en 95, il y en a bien plus en réalité. Mais cela vient du fait qu'elles durent rarement plus de quelques jours. Toutes celles que l'on a recensé depuis 94 se sont presque toutes terminées en victoire ou en statu-quo face aux attaques patronales.

Il faut dire que les postiers prennent rarement la peine de respecter les consignes syndicales et les procédures de grèves. Les grèves sont le plus souvent spontanées quelques soient leurs motifs: paiement d'heures de grèves précédentes, titularisation d'intérimaires, embauche de personnel, réintégration de délégués syndicaux, lutte contre la fermeture d'un site ou le transfert de postes de travail, revendications d'augmentations de salaire et de primes, réintégration de collègues ayant frappé un supérieur ou ayant refusé d'obéir à des ordres jugés néfastes, etc... De plus, les travailleurs de la Poste ne font pas confiance, à juste titre, aux bonzes du CWU, habitués à négocier en coulisses avec la direction et qui tentent à chaque fois d'appeler au calme et au respect des lois et des procédures. Il faut dire qu'à chaque conflit sauvage entraînant une attaque en justice des grévistes par leur direction pour violation des lois en usage, c'est le CWU qui prend les amendes. Cela lui a déjà coûté des centaines de milliers de Livres.

AUTRES SABOTAGES

Le T&GWU, dont on a vu la position dans le conflit des dockers de la Mersey, ne cesse de jouer les agents de la bourgeoisie au sein du prolétariat. Les 53 d'Hillingdon l'ont appris à leurs dépens une fois de plus. Lors du rassemblement anniversaire des «martyrs de Tolpuddle» (3), les représentants du T&GWU firent appel à la police pour les faire expulser, ce qui consterna beaucoup de participants alors que d'autres soutiennent ces pratiques immondes.

Il y a bien évidemment d'autres exemples du même genre mais aussi les sabotages financiers, comme à Magnet ou à Southwall où le NAFTE cesse de verser les allocations de grève aux grévistes deux semaines avant la fin du conflit en déclarant que le fond de subsistance financier est vide alors que l'union avait augmenté après vote lors de son Congrès précédent cette même allocation. Cela accélérera la fin du conflit. Tous les moyens sont bons pour garantir la paix sociale au grand plaisir de la bourgeoisie en général et du patronat en particulier.

(Suite en page 10)

1848 dans la perspective marxiste

(Suite de la page 1)

LA REVOLUTION DE JUIN

Les ouvriers de Paris ont été **écrasés** par des forces supérieures; ils n'ont pas **succombé**. Ils sont **battus** mais leurs adversaires sont **vaincus** (1). Le triomphe momentané de la force brutale est payé par l'anéantissement de toutes les illusions et chimères de la révolution de février, par la désagrégation de tout le parti des vieux républicains, par la scission de la nation française en deux nations, la nation des possédants et la nation des travailleurs. La république tricolore n'arbore plus qu'une **seule couleur**, la couleur des vaincus, la **couleur du sang**, elle est devenue la **république rouge**.

Aux côtés du peuple, aucune voix réputée républicaine, ni du *National* ni de *La Réforme*! Sans autres chefs, sans autres moyens que l'indignation elle-même, il a résisté à la bourgeoisie et à la soldatesque coalisées plus longtemps qu'aucune dynastie française, pourvue de tout l'appareil militaire, ne résista à une fraction de la bourgeoisie coalisée avec le peuple. Pour faire disparaître la dernière illusion du peuple, pour rompre complètement avec le passé, il fallait aussi que les auxiliaires habituels et poétiques de l'émeute française, la jeunesse bourgeoise enthousiaste, les élèves de l'École polytechnique, les tricornes fussent du côté des oppresseurs. Il fallait que les élèves de la Faculté de médecine refusent aux plébéiens blessés le secours de la science. La science n'est pas là pour le plébéien qui a commis l'indicible, l'inexprimable crime de tout risquer pour sa propre existence, et non pour Louis-Philippe ou M. Marrast.

Le dernier vestige officiel de la révolution de février, la Commission exécutive, s'est évanouie, comme la brume, devant la gravité des événements. Les feux d'artifice de Lamartine se sont transformés en fusées incendiaires de Cavaignac.

La **fraternité**, cette fraternité des classes opposées dont l'une exploite l'autre, cette fraternité proclamée en février, écrite en majuscules sur le front de Paris, sur chaque prison, sur chaque caserne - son expression véritable, authentique, prosaïque, c'est la **guerre civile**, la guerre civile sous sa forme la plus effroyable, la guerre du travail et du capital. Cette fraternité a flambé devant toutes les fenêtres de Paris le soir du 25 juin, alors que le Paris de la bourgeoisie illuminait, tandis que le Paris du prolétariat brûlait, saignait, gémissait jusqu'à l'épuisement (2).

La fraternité a duré juste le temps que l'intérêt de la bourgeoisie a été frère de l'intérêt du prolétariat. Des pédants de la vieille tradition révolutionnaire de 1793, des socialistes à l'esprit de système qui mendiaient pour le peuple auprès de la bourgeoisie et qui furent autorisés à tenir de longs sermons et à se compromettre aussi longtemps que le lion prolétarien avait besoin d'être endormi par des berceuses, des républicains qui réclamaient intégralement le vieil ordre bourgeois mais sans tête couronnée, des opposant dynastiques pour qui le hasard avait substitué la chute de la dynastie à un changement de ministre, des légitimistes qui voulaient non pas dépouiller la livrée mais en modifier la coupe, voilà les alliés avec qui le peuple fit février. Ce que d'instinct il haïssait en Louis-Philippe, ce n'était pas Louis-Philippe, c'était la domination couronnée d'une classe, c'était le capital sur le trône. Mais, magnanime comme toujours, il crut avoir anéanti son ennemi après avoir renversé l'ennemi de ses ennemis, l'ennemi commun.

La révolution de février fut la belle révolution, la révolution de la sympathie générale, parce que les contradictions (entre la bourgeoisie et le peuple) qui éclatèrent en elle contre la royauté, n'étaient pas encore développées et demeuraient en sommeil, unies, côte à côte, parce que la lutte sociale qui formait l'arrière-plan de cette révolution, n'avait atteint qu'une existence inconsistante, une existence purement verbale. La révolution de juin est laide; c'est la révolution repoussante, parce que la réalité a pris la place des mots, parce que la République a démasqué la tête même du monstre en lui arrachant la couronne qui la protégeait et la cachait.

L'**Ordre** ! Tel fut le cri de guerre de Guizot. L'**Ordre** ! cria Sébastiani le guizotin, quand Varsovie devint russe. L'**Ordre** ! cria Cavaignac, écho brutal de l'Assemblée nationale française et de la bourgeoisie républicaine.

L'**Ordre** ! gronda sa mitraille en déchirant le corps du prolétariat.

Aucune des nombreuses révolutions de la bourgeoisie française depuis 1789 n'était un attentat contre l'**Ordre**, car toutes laissaient subsister la domination de classe, l'esclavage des ouvriers, l'**ordre bourgeois**, malgré le changement fréquent de la forme politique de cette domination et de cet esclavage. Juin a touché à cet **ordre**. Malheur à juin!

Sous le *gouvernement provisoire*, on fit imprimer sur des milliers d'affiches officielles que les ouvriers au grand cœur « mettaient trois mois de misère à la disposition de la République »; il était donc décent, mieux : nécessaire, c'était à la fois de la politique et de la sentimentalité, de leur prêcher que la révolution de février avait été faite **dans leur propre intérêt** et que, dans cette révolution, il s'agissait avant tout des **intérêts des ouvriers**. Depuis que siégeait l'Assemblée nationale - on devenait prosaïque. Il ne s'agissait plus alors que de **ramener le travail à ses anciennes conditions**, comme le disait le ministre Trélat. Les ouvriers s'étaient donc battus en février pour être jetés dans une crise industrielle.

La besogne de l'Assemblée nationale consiste à faire en sorte que février n'ait pas existé, tout au moins pour les ouvriers qu'il s'agit de replonger dans leur ancienne condition. Et même cela ne s'est pas réalisé, car une assemblée, pas plus qu'un roi, n'a le pouvoir de dire à une crise industrielle de caractère universel: *Halte-là!* L'Assemblée nationale, dans son désir zélé et brutal d'en finir avec les irritantes formules de février, ne prit même pas les mesures qui étaient encore possibles dans le cadre de l'ancien état de choses. Les ouvriers parisiens de 17 à 25 ans, elle les enrôla de force dans l'armée ou les jeta sur le pavé; les provinciaux, elle les renvoie de Paris en Sologne, sans même leur donner avec le laisser-passer l'argent du voyage; aux Parisiens adultes, elle assure provisoirement de quoi ne pas mourir de faim dans des ateliers organisés militairement, à condition qu'ils ne participent à aucune réunion populaire, c'est-à-dire à condition qu'ils cessent d'être des républicains. La rhétorique sentimentale d'après février ne suffisait pas, la législation brutale d'après le 15 mai non plus. Dans les faits, en pratique, il fallait trancher. Avez-vous fait, canailles, la révolution de février pour vous ou bien pour nous? La bourgeoisie posa la question de telle façon, qu'il devait y être répondu en juin - avec des balles et par des barricades.

Et pourtant, ainsi que le dit le 25 juin un représentant du peuple, la stupeur frappe l'Assemblée nationale tout entière. Elle est abasourdie quand question et réponse noient dans le sang le pavé de Paris; les uns

sont abasourdis parce que leurs illusions s'évanouissent dans la fumée de la poudre, les autres parce qu'ils ne saisissent pas comment le peuple peut oser prendre lui-même en main la défense de ses intérêts *les plus personnels*. Pour rendre cet événement étrange accessible à leur entendement, ils l'expliquent par *l'argent russe, l'argent anglais, l'aigle bonapartiste, le lys* et des amulettes de toutes sortes. Mais les deux fractions de l'Assemblée sentent qu'un immense abîme les sépare toutes deux du peuple. Aucune n'ose prendre le parti du peuple (3).

A peine la stupeur passée, la furie éclate, et c'est à juste titre que la majorité siffle ces misérables utopistes et tartufes qui commettent un anachronisme en ayant toujours à la bouche ce grand mot de *Fraternité*. Il s'agissait bien en effet de supprimer ce grand mot et les illusions que recèlent ses multiples sens. Lorsque Larochejaquelein, le légitimiste, le rêveur chevaleresque, fulmine contre l'infamie qui consiste à crier à « *Vae victis! Malheur aux vaincus!* », la majorité de l'Assemblée est prise de la danse de Saint-Guy comme si la tarentule l'avait piquée. Elle crie: *Malheur!* aux ouvriers pour dissimuler que le « vaincu » c'est elle. Ou bien c'est elle qui doit maintenant disparaître, ou c'est la République. C'est pourquoi elle hurle convulsivement: *Vive la République!*

Le gouffre profond qui s'est ouvert à nos pieds, peut-il égarer les démocrates, peut-il nous faire accroire que les *lutttes* pour la forme de l'Etat sont vides, illusoire, nulles ?

Seuls des esprits faibles et lâches peuvent soulever pareille question. Les conflits qui naissent des conditions de la société bourgeoise elle-même, il faut les mener jusqu'au bout; on ne peut les éliminer en imagination. La meilleure forme d'Etat est celle où les contradictions sociales ne sont pas estompées, ne sont pas jugulées par la force, c'est-à-dire artificiellement et donc en apparence seulement. La meilleure forme de gouvernement est celle où ces contradictions entrent en lutte ouverte, et trouvent ainsi leur solution.

On nous demandera si nous n'avons pas une larme, pas un soupir, pas un mot pour les victimes de la fureur du peuple, pour la garde nationale, la garde mobile (4), la garde républicaine, les troupes de ligne?

L'Etat prendra soin de leurs veuves et de leurs orphelins, des décrets les glorifieront, de solennels cortèges funèbres conduiront leurs dépouilles à leur dernière demeure, la presse officielle les déclarera immortels, la réaction européenne leur rendra hommage, de l'Est à l'Ouest.

Quant aux plébéiens, déchirés par la faim, vilipendés par la presse, abandonnés par les médecins, traités par les « gens bien » de voleurs, d'incendiaires, de galériens, leurs femmes et leurs enfants précipités dans une misère encore plus incompréhensible, les meilleurs des survivants déportés outre-mer, c'est le *privilege*, c'est le *droit de la presse démocratique* de tresser des lauriers sur leur front assombri de menaces.

VICTOIRE DE LA CONTRE-REVOLUTION A VIENNE

Cologne, 6 novembre.

La **liberté et l'ordre croate** ont vaincu et fêtent leur victoire par des incendies criminels, des viols, des pillages, des forfaits sans nom. Vienne est aux mains de Windischgrätz, de Jellachich et d'Auersperg. Des hécatombes de victimes humaines sont jetées au vieux traître Latour dans sa tombe.

Toutes les sombres prophéties de notre correspondant à Vienne se sont confirmées, et peut-être en ce moment est-il déjà abattu.

Nous avons espéré un instant que Vienne serait libérée grâce à l'aide hongroise,

or les mouvements de l'armée hongroise restent encore énigmatiques pour nous.

Toutes sortes de **trahisons** ont préparé la chute de Vienne. Toute l'histoire de la Diète et du Conseil municipal depuis le 6 octobre n'est rien d'autre que l'histoire ininterrompue de la trahison. Qui était représenté à la Diète et au Conseil municipal ?

La bourgeoisie.

Dès le début de la révolution d'octobre, une partie de la garde nationale viennoise a pris ouvertement parti pour la camarilla. Et à la fin de la révolution d'octobre, nous trouvons une autre partie de la garde nationale en lutte contre le prolétariat et la Légion académiques et ce, en vertu d'un accord secret avec les bandits impériaux. A qui appartenaient ces fractions de la garde nationale ?

A la bourgeoisie.

Or en France la bourgeoisie s'est placée à la tête de la contre-révolution, après avoir renversé toutes les barrières qui constituaient un obstacle à la domination de sa propre classe. En **Allemagne**, on la trouve dissimulée dans le *sillage* de la monarchie absolue et du féodalisme, avant même d'avoir assuré les conditions élémentaires de sa propre liberté et de sa propre domination bourgeoises. En France, elle s'érigea en despote et fit sa propre contre-révolution. En Allemagne, elle se pose en esclave et fait la contre-révolution de ses propres despotes. En France, elle a vaincu pour humilier le peuple. En Allemagne, elle s'humilie pour que le peuple ne soit pas victorieux. Aucune histoire ne montre une bassesse plus ignominieuse que celle de la **bourgeoisie allemande**.

Qui a fui Vienne en foule et abandonné à la magnanimité du peuple la garde des biens laissés derrière soi? Qui, au cours de sa fuite a blâmé le peuple d'avoir mal rempli son office de gardien, et qui au retour assista à son massacre?

La bourgeoisie.

Quels secrets intimes exprime le thermomètre qui descendait chaque fois que le peuple respirait et montait chaque fois qu'il laissait échapper des râles d'agonie? Qui s'exprime dans la langue élémentaire des *cours de la Bourse*?

La bourgeoisie.

L'«Assemblée nationale allemande» et son «pouvoir central» ont trahi Vienne. Qui représentaient-ils?

Essentiellement la bourgeoisie.

La victoire de « l'ordre et de la liberté croates » était conditionnée par la victoire de l'«honnête» république de Paris. Qui a triomphé pendant les journées de juin?

La bourgeoisie.

C'est par la victoire à Paris que la contre-révolution européenne a commencé ses orgies de triomphe.

Durant les journées de février et de mars la force armée a échoué partout. Pourquoi? Parce qu'elle ne représentait rien d'autre que les gouvernements eux-mêmes. Après les journées de juin elle a vaincu partout parce que partout la **bourgeoisie** est secrètement d'accord avec elle, ayant en main par ailleurs la direction officielle du mouvement révolutionnaire et mettant en oeuvre toutes les demi-mesures qui, par nature, ne peuvent qu'avorter.

Le fanatisme national des Tchèques a été l'instrument le plus puissant de la camarilla de Vienne. Et voilà que les alliés **se sont déjà pris aux cheveux**. Nos lecteurs trouveront dans ce numéro la protestation de la députation de Prague contre les méprisables grossièretés dont elle a été saluée à Olmutz.

C'est là le **premier symptôme de la guerre** qui va **opposer le parti slave et son héros Jellachich au parti de la seule camarilla, dominant toutes les nationalités et son héros Windischgrätz**. De son côté, la population allemande d'Autriche n'est pas encore pacifiée. Sa voix perçante parviendra jusqu'à nous malgré le charivari organisé par les peuples d'Autriche. Et

d'un troisième côté, la voix du tsar, ami des peuples, se fait entendre jusqu'à Pest, ses bourreaux attendent dans les principautés danubiennes qu'il prononce le mot décisif.

Enfin, le dernier décret de l'Assemblée nationale de Francfort qui incorpore l'Autriche allemande à l'empire allemand devrait, à lui seul, mener à un gigantesque conflit si le pouvoir central allemand et l'Assemblée nationale allemande n'avaient trouvé leur vocation en montant sur les planches pour être sifflés par le public européen. Malgré leur résignation et leur soumission à la divine Providence, la lutte en Autriche prendra des dimensions gigantesques telles que l'histoire universelle n'en a jamais vues.

Le deuxième acte du drame dont le premier acte fut joué à Paris sous le titre: **Les journées de juin**, vient d'être représenté à Vienne. A Paris, des gardes mobiles, à Vienne, des «Croates» - dans les deux villes, des lazzaronis, ce prolétariat en guenilles, armé et acheté - contre le prolétariat qui travaille et qui pense. Nous assisterons bientôt, à **Berlin**, au troisième acte.

A supposer que la contre-révolution tienne dans toute l'Europe par les armes, elle mourrait dans toute l'Europe par l'argent. La fatalité qui annulerait la victoire serait la faillite européenne - la faillite de l'Etat. Les pointes des baïonnettes se brisent aux piques de l'«économie», comme de l'amadou qui s'effrite.

Mais l'évolution n'attend pas l'échéance de ces traites que les Etats européens ont tiré sur la société européenne. A Paris sera donnée la réplique décisive aux journées de juin (5). Grâce à la victoire de la «République rouge» à Paris, les armées seront rejetées de l'intérieur des pays, sur les frontières et au-delà de la véritable puissance des partis en lutte sera clairement mise en évidence. Alors nous nous souviendrons de juin, d'octobre, et nous aussi nous nous écrierons:

Vae victis!

Les massacres sans résultats depuis les journées de juin et d'octobre, la fastidieuse fête expiatoire depuis février et mars, le cannibalisme de la contre-révolution elle-même convaincront les peuples que **pour abréger**, pour simplifier, pour concentrer l'agonie meurtrière de la vieille société et les souffrances sanglantes de l'enfantement de la nouvelle société, il n'existe qu'un moyen: **le terrorisme révolutionnaire** (6).

LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE

Cologne, 31 décembre.

Aucun mouvement révolutionnaire ne fut inauguré par un prélude aussi édifiant que celui de 1848. Le pape lui donna une consécration religieuse. La harpe éolienne de Lamartine frémit sous les mélodies philanthropiques aux sons attendrissants dont le texte était la **fraternité** entre les membres de la société et entre les nations.

« Soyez embrassées, multitudes!

Ce baiser, au monde entier!»

En ce moment le pape, chassé de Rome, est à Gaète sous la protection de Ferdinand, ce tigre idiot, et des «Inciatore» de l'Italie, intrigant contre l'Italie avec l'Autriche, son ennemi mortel et héréditaire, cette Autriche qu'en des temps heureux, il avait menacée d'excommunication. Les dernières élections françaises à la Présidence ont fourni des tableaux statistiques de l'impopularité du traître Lamartine. Rien de plus philanthropique, de plus humanitaire, de plus faible que les révolutionnaires de février et de mars, rien de plus brutal que les conséquences nécessaires de cet **humanitarisme de la faiblesse**. En témoignent; l'Italie, la Pologne, l'Allemagne, et surtout les vaincus de juin.

La défaite des ouvriers français en juin a entraîné l'échec des vainqueurs de juin. Ledru-Rollin et les autres hommes de la Montagne ont été supplantés par le parti

des républicains bourgeois, par le parti du *National*; le parti du *National* l'a été par l'opposition dynastique, Thiers-Barrot, et celle-ci devrait céder le pas aux Légitimistes si le cycle des trois Restaurations n'était pas épuisé et si Louis-Napoléon n'était une urne vide où les paysans français ont déposé leur bulletin d'entrée dans le mouvement social révolutionnaire et les ouvriers français leurs votes condamnant tous les chefs des époques passées, Thiers-Barrot, Lamartine et Cavaignac-Marrast. Mais soulignons que la défaite de la classe ouvrière française révolutionnaire eut pour conséquence inéluctable la défaite de la bourgeoisie républicaine française sous les coups de laquelle elle avait succombé.

La défaite de la classe ouvrière en France, la victoire de la bourgeoisie française, c'était en même temps le bâillon imposé à nouveau aux nationalités qui avaient répondu au chant du coq gaulois par d'héroïques tentatives d'émancipation. La Pologne, l'Italie et l'Irlande furent une fois de plus pressurées, violées, assassinées par des sbires prussiens, autrichiens et anglais. La défaite de la classe ouvrière en France, la victoire de la bourgeoisie française, c'était du même coup la défaite des classes moyennes dans tous les pays européens où les classes moyennes, un instant alliées au peuple, avaient répondu au chant du coq gaulois par une levée sanglante de boucliers contre le féodalisme. Naples, Vienne, Berlin! La défaite de la classe ouvrière française ce fut en même temps la victoire de l'Est sur l'Ouest, la défaite de la civilisation par la barbarie. En Valachie débuta l'oppression des Roumains par les Russes et leurs instruments les Turcs; à Vienne, Croates et Pandours, Tchèques, Manteaux rouges et autres canailles égorgèrent la liberté germanique, et en ce moment le tsar est présent partout en Europe. La chute de la bourgeoisie en France, le triomphe de la classe ouvrière française, l'émancipation de la classe ouvrière en général, voilà donc le mot d'ordre de la libération européenne.

Mais le pays qui fait de nations entières ses prolétaires, qui étirent le monde entier de ses bras de colosse, qui une fois déjà paya de son argent les frais de la restauration européenne, le pays au sein duquel les oppositions de classes se sont exaspérées jusqu'à atteindre la forme la plus prononcée et la plus cynique - l'Angleterre, semble le roc où viennent échouer les vagues de la révolution; c'est le pays qui affame la nouvelle société, encore dans le sein de sa mère. L'Angleterre domine le marché mondial. Un bouleversement de la situation économique et nationale dans chacun des pays du continent européen, dans l'ensemble du continent européen sans l'Angleterre, c'est une tempête dans un verre d'eau. La situation de l'industrie et du commerce à l'intérieur de chaque nation est dominée par ses relations avec d'autres nations, est conditionnée par ses rapports avec le marché mondial. Mais l'Angleterre domine le marché mondial et la bourgeoisie domine l'Angleterre!

La libération de l'Europe, que ce soit le soulèvement des nationalités opprimées pour leur libération, ou la chute de l'absolutisme féodal, dépend donc du soulèvement victorieux de la classe ouvrière française. Mais chaque bouleversement social français échoue nécessairement contre la bourgeoisie anglaise, la domination industrielle et commerciale mondiale de la Grande-Bretagne. Toute réforme sociale partielle en France et sur le continent européen en général, dans la mesure où elle doit être définitive, est et reste un voeu pieux sans consistance. Et la vieille Angleterre ne sera renversée que par une guerre mondiale qui seule peut offrir au parti chartiste, au parti ouvrier anglais organisé, les conditions d'un soulèvement victorieux contre ses oppresseurs gigantesques. Les Chartistes à la tête du gouvernement anglais - c'est alors que la

révolution sociale passera du royaume de l'utopie à celui de la réalité. Mais toute guerre européenne où l'Angleterre est impliquée sera une guerre mondiale. Elle sera menée au Canada comme en Italie, dans les Indes orientales comme en Prusse, en Afrique comme sur le Danube. Et la guerre européenne est la conséquence première de la révolution ouvrière victorieuse en France. L'Angleterre, comme à l'époque napoléonienne, marchera à la tête des armées contre-révolutionnaires, mais la guerre elle-même la jettera à la tête du mouvement révolutionnaire et elle rachètera ainsi la faute commise envers la révolution du XVIIIème siècle.

Soulèvement révolutionnaire de la classe ouvrière française, guerre mondiale - voilà le sommaire de l'année 1849.

(1) Dans le même n° 29 (29 juin 1848) de la «Neue Rheinische Zeitung», Engels écrivait dans un article: «La vaillance avec laquelle les ouvriers se sont battus est vraiment extraordinaire; trente à quarante mille ouvriers qui tiennent trois jours entiers contre quatre-vingt mille hommes de l'armée régulière et cent mille de la garde nationale, contre la mitraille, les obus et les fusées incendiaires, contre la noble expérience guerrière de généraux qui ne craignent pas d'employer les procédés mis en pratique en Algérie! Ils ont été écrasés et en grande partie massacrés. Les honneurs ne seront pas rendus à leurs morts comme aux morts de juillet [la révolution de juillet 1830 qui porta au pouvoir le "roi bourgeois" Louis-Philippe - NDIR] et de février; mais l'histoire leur assignera une tout autre place, à eux, les victimes de la première et décisive bataille rangée du prolétariat».

(2) Dans le n° 28 (28/6/1848) du quotidien rhénan, Engels écrivait: «Ce qui distingue la révolution de juin de toutes les révolutions qui ont eu lieu jusqu'ici, c'est l'absence de toute illusion, de tout enthousiasme. Le peuple ne se dresse pas comme en février sur les barricades en chantant "Mourir pour la patrie", - les ouvriers du 23 juin luttent pour leur existence, la patrie a perdu toute signification pour eux. La "Marseillaise" et tous les souvenirs de la grande Révolution ont disparu. Peuple et bourgeois pressentent qu'ils entrent dans une révolution plus grande que celle de 1789 et 1793. La révolution de juin est la révolution du désespoir. C'est avec une rancune silencieuse, avec le sombre sang-froid du désespoir que l'on combat; les ouvriers savent bien qu'ils mènent une lutte à mort, et devant la terrible gravité de cette lutte, le joyeux esprit français lui-même se tait. L'histoire n'offre que deux moments ayant une ressemblance avec la lutte qui se poursuit probablement encore à ce moment même à Paris: la guerre des esclaves à Rome et le soulèvement de Lyon en 1834. La vieille devise lyonnaise: vivre en travaillant ou mourir en combattant, a resurgi soudain après quatorze ans et a été inscrite sur les drapeaux parisiens».

(3) Le terme «peuple» utilisé ici par Marx ne doit pas induire en erreur; il n'implique aucune perspective inter-classiste. Dans son introduction aux «Luttes de classe en France» (1895), Engels rappelait: «Après les défaites de 1849, nous ne partageons nullement les illusions de la démocratie vulgaire (...). Celle-ci comptait sur une victoire prochaine, décisive une fois pour toutes, du "peuple" sur les "oppresseurs", nous sur une longue lutte, après l'élimination des "oppresseurs", entre les éléments antagoniques cachés précisément dans ce "peuple"». De même, la «presse démocratique» dont il est question à la fin de l'article désigne la presse d'opposition radicale au gouvernement royal allemand.

(4) «La garde mobile, recrutée pour la plus grande part dans le prolétariat en guenilles de Paris, s'est déjà transformée durant sa courte existence, grâce à une bonne paie, en garde prétorienne des puissants du jour. Ce

Lumpenproletariat organisé a livré sa bataille au prolétariat travailleur non organisé. Comme il fallait s'y attendre, il s'est mis à la disposition de la bourgeoisie, exactement comme les lazzaroni de Naples s'étaient mis à la disposition de Ferdinand. Seules les sections de la garde mobile, composées de vrais ouvriers, passèrent de l'autre côté.

Mais comme tout ce qui se trame actuellement à Paris paraît méprisable quand on voit comment ces anciens mendiants, vagabonds, filous, gamins, et petits voleurs de la garde mobile (...), quand on voit aujourd'hui cette bande de brigands choyée, louée, récompensée, décorée, parce que ces "jeunes héros", ces "gamins de Paris" (...) tirent sur le prolétariat travailleur avec autant d'inconscience qu'ils tiraient auparavant sur les soldats, parce qu'ils se sont laissés soudoyer et massacrer leurs frères pour trente sous par jour! Honneur à ces vagabonds soudoyés, parce que, pour trente sous par jour, ils ont abattu la fraction la meilleure et la plus révolutionnaire des ouvriers parisiens!», cf Engels, article cité du 29/6/48.

(5) La réplique vint en effet, mais plus tardivement que ne l'espérait alors Marx, puisqu'il fallut attendre 1871 pour qu'avec la Commune de Paris s'instaure la première dictature du prolétariat de l'histoire. Mais surtout la Commune ne prit pas les mesures énergiques, n'exerça pas le terrorisme révolutionnaire préconisé par Marx, qui lui auraient permis de vaincre et de s'étendre hors des frontières nationales. Avant d'avoir pu donner le coup d'envoi à une nouvelle vague révolutionnaire internationale, la Commune fut écrasée dans un bain de sang encore plus terrible que celui des journées de juin (le chiffre des victimes de la répression bourgeoise en 1871 est généralement estimé à 80.000 contre peut-être 30.000 en 1848).

(6) Dans l'article «Le 24 juin» (N.R.Z. n° 29, 29/6/48), Engels écrivait à ce sujet: «La bourgeoisie mène contre [les ouvriers en révolte], en toute conscience, une guerre d'extermination. Qu'elle remporte pour l'instant la victoire, ou qu'elle succombe dans l'immédiat, de toutes façons les ouvriers exerceront sur elle une terrible vengeance. Après un combat tel que les journées de juin, seul le terrorisme est encore possible, qu'il soit le fait de l'un ou l'autre des partis».

IL COMUNISTA

(Bimestrale)
N° 60-61 (Maggio-Agosto 1998)

- Uno sguardo dal ponte
- Il «manifesto del Partito Comunista», programma invariante dei comunisti rivoluzionari
- Napoli, capitale della disoccupazione e delle contraddizioni sociali
- L'Unione del proletari fa la loro forza, ma solo sul terreno della lotta di classe
- «Mouvement communiste», portavoce delle peggiori idozie dell'ideologia borghese
- Lotte e problemi sociali raccontati dalla stampa borghese
- Terrorismo e comunismo (8° parte)
- Regno Unito, paese della cuccagna per i borghesi
- Indice per titoli dell'anata 1997

Marxisme et science bourgeoise

Sous ce titre vient de paraître une nouvelle brochure qui contient les articles suivants:

- **Marxisme et science bourgeoise**, rapport à la réunion générale du parti de Turin (avril 68). - **Relativité et déterminisme** (à propos de la mort d'Einstein), article d'Amadeo Bordiga de 1955. - **Religion, science, marxisme**, article de 1959.
- Brochure «le Proletaire» n° 22 (36 pages): 10 FF

Panorama des luttes ouvrières en Grande-Bretagne

(Suite de la page 7)

Les conflits légaux et illégaux se développent aussi dans l'industrie alimentaire et la restauration rapide. Mais ces conflits sont peu médiatisés et leur sort souvent inconnu car ils touchent principalement des travailleurs immigrés exploités par les leurs et se retrouvant aux prises avec des briseurs de grèves ou des nervis de même origine ou nationalité qu'eux (cas de *JJ Fast Food* en 95/96 à Tottenham).

En fait, comme on peut le constater, les bureaucrates syndicaux, ces «lieutenants ouvriers de la bourgeoisie» pour citer Lénine, organisent un véritable travail de sape et maintiennent une chape de plomb sur les quelques luttes qui voient quand même le jour.

* * *

Dans un article de mars 1885, Engels écrivait: «Tant que le monopole industriel anglais a subsisté, la classe ouvrière anglaise a participé jusqu'à un certain point aux avantages de ce monopole. Ces avantages furent très inégalement répartis entre ses membres; la minorité privilégiée en encaissa la plus grande part, mais même la grande masse en recevait sa part, du moins de temps à autre et pour une certaine période. Et c'est la raison pour laquelle il n'y a pas eu en Angleterre de socialisme depuis la mort de l'owenisme. Avec l'effondrement de ce monopole, la classe ouvrière anglaise perdra cette position privilégiée. Elle se verra alignée un jour - y compris la minorité dirigeante et privilégiée - au niveau des ouvriers de l'étranger. Et c'est la raison pour laquelle le socialisme renaîtra en Angleterre» (4). Le monopole industriel anglais a disparu et la situation privilégiée des prolétaires britanniques par rapport à leurs camarades des autres pays capitalistes développés s'est évanouie; au contraire cette situation est maintenant souvent pire que dans ces pays - rançon d'une collaboration des classes plus ancienne et plus profonde. Le problème qui se pose aux prolétaires anglais est maintenant le même qui se pose aux prolétaires du monde entier: la **renaissance du socialisme**, ou pour le dire d'une autre façon, la reconstitution du parti de classe - l'organe dirigeant de la lutte ouvrière sur le terrain politique révolutionnaire - et la réorganisation classiste du prolétariat par la reconstitution d'organisations de lutte économique immédiate qui constituent les courroies de transmission entre le parti et les larges masses prolétariennes. Autant dire que ce n'est pas un problème qui peut être résolu du jour au lendemain et dans le cadre d'un seul pays, en se fiant à la combativité des prolétaires ou au volontarisme d'une avant-garde! Et tant que ce problème ne sera pas résolu, la classe ouvrière de Grande-Bretagne - comme celles des autres pays - sera condamnée à voir se dégrader sa situation et se renforcer la classe ennemie.

(1) Voir «Le Prolétaire» n°440 et 441.

(2) L'amiante est interdit en Grande-Bretagne depuis 1971. Néanmoins, on l'utilise toujours. Pour l'exportation?

(3) En 1834, à la suite du licenciement d'ouvriers syndiqués à Derby et à leur appel à la solidarité de classe, un Congrès de délégués se réunit à Londres où est créé le *Grand National Consolidated Trades Union*. Les bourgeois sont inquiets et le gouvernement décide de réprimer. Six ouvriers du village de Tolpuddle dans le Dorset sont arrêtés et relégués 7 ans en Australie. En réaction une vague de manifestations eut lieu dans tout le pays pour demander la liberté de ces 6 ouvriers baptisés «les martyrs de Tolpuddle».

(4) Article reproduit dans la préface à l'édition allemande de 1892 de «La situation de la classe laborieuse en Angleterre» (Ed. Sociales 1975, p. 397)

Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde

PAKISTAN

Dans le n° 44 de ce journal nous avons parlé d'une grève qui s'est déroulée en juin 97 à Lahore. Depuis, nous avons reçu un complément d'informations.

Cette grève a été dirigée par le *Ittihad Labour Union Carpets Workers*, un syndicat fondé en 94 qui semble jouir d'une forte popularité parmi les travailleurs en raison de son activité. En mai 97 un meeting réunissait 5.000 des 8.000 ouvriers des 135 ateliers de nettoyage de tapis de la ville (il y a 8 secteurs d'ateliers dont: filage, tissage, découpe, nettoyage, broderie, etc.). Une charte de revendications était élaborée qui portait sur la hausse des salaires, la révision des horaires, la création d'un système de sécurité sociale, des mesures de protection dans le travail et l'installation de postes de secours et de soins, le fonctionnement d'un Workers Welfare Fund, l'application effective de la législation du travail, la fin du travail des enfants. Ces revendications étaient présentées au patronat avec la menace d'une grève à partir du 10 juin si elles n'étaient pas acceptées. Sûr de sa force et de l'appui du gouvernement le patronat refusa en bloc. La grève était inévitable.

Le syndicat avait divisé Lahore en 4 zones, chacune dirigée par un comité de grève et une hiérarchie élue la veille afin que rien ne filtre et pour empêcher d'éventuelles arrestations. La consigne était de respecter la discipline et d'éviter toute violence afin d'éviter toute provocation. Le 11 juin le travail cessa dès le matin; dans l'après-midi des rassemblements furent organisés où vinrent en solidarité des travailleurs d'autres secteurs. Le lendemain, alors que le patronat s'efforçait de faire déclarer illégale la grève, des rassemblements continuèrent à se tenir avec drapeaux rouges et slogans. Malgré l'interdiction par le gouvernement de certains défilés, la discipline des grévistes permit d'éviter des affrontements avec les forces de police. Devant la détermination des grévistes, l'organisation patronale de la branche (Association des Exportateurs et Fabricants de Tapis du Pakistan) accordait une augmentation de 600 Roupies par mois (soit une augmentation de 37,5 % des salaires) et appelait les dirigeants syndicaux à venir négocier le 17. Le travail reprenait alors.

Si ces négociations ne débouchèrent sur rien, il faut souligner que cette grève a constitué une action positive pour le prolétariat pakistanais: c'est la première grève qui ait jamais eu lieu dans ce secteur à Lahore (et la première depuis 35 ans dans tout le Pakistan), secteur où les prolétaires connaissent des conditions de travail effroyables et des salaires de misère; et c'est la première fois qu'une grève se termine par une hausse aussi importante des salaires. En outre c'est également la première fois depuis des années qu'une lutte ne se solde pas par des affrontements violents et des arrestations qui décuplent le mouvement. Cette grève est donc de bonne augure pour les futures luttes prolétariennes au Pakistan...

RUSSIE

Le retard de paiement des salaires est devenu habituel en Russie; il s'inscrit dans la pratique de non-paiement de leurs dettes par les entreprises comme par l'Etat, qui sont confrontés à de terribles problèmes de liquidités. Ces retards de paiement qui atteignent souvent plusieurs mois ont provoqué à nouveau des vagues de lutte dans le pays. Les mineurs de Kemerovo (dans le Kouzbass) ont été à l'initiative au mois de mai du mouvement de grève qui a reçu l'appui des mineurs de Rostov-sur-le Don et d'autres régions minières; il s'est transformé en blocage des voies ferrées, notamment du trans-sibérien; les piquets ont été rejoints par d'autres travailleurs comme les enseignants, etc. (dans la région d'Orenbourg les enseignants ont organisé une marche de 300 km

pour exiger le paiements des arriérés de salaire). Depuis le mois de juin un sit-in a été organisé à Moscou par quelques centaines de mineurs devant la Maison Blanche (le siège du gouvernement) en mettant en avant la revendication de la démission d'Eltsine. Les titres de la grande presse étaient éloquentes: «Les mineurs ont coupé les veines jugulaires du pays», «Tout le système ferroviaire de Russie est paralysé», etc. La télé a commencé à s'inquiéter que les mineurs réussissent à mettre un terme au gouvernement Eltsine. Les mass-médias dans leur ensemble ont fait semblant de sympathiser avec les mineurs tout en menant un travail de sape pour les opposer aux autres prolétaires. Ils répétaient que les mineurs violaient la légalité, empêchaient les voyages vers le midi au moment des vacances (comme si les travailleurs pouvaient s'offrir des vacances au bord de la mer!), qu'avec leurs blocages ils privaient les cheminots de leur salaire et que pour payer les arriérés de salaire aux mineurs il faudrait prendre l'argent destiné à payer les médecins, les instituteurs, les retraités, etc. Tout cela n'a pas empêché que le gouvernement a exprimé son mécontentement à propos du ton avec lequel la télé a médiatisé le mouvement des mineurs...

Le blocage des voies ferrées par les mineurs - alors qu'auparavant ce genre d'actions était repoussé par les travailleurs parce que c'est illégal - est le reflet de leur exaspération devant la détérioration de leur situation en dépit des promesses régulières du gouvernement. «Je ne comprend pas à quoi ils pensent, là-haut. Il y a encore quelques jours les mineurs étaient tout-à-fait prêts au compromis. Mais personne ne le propose plus aujourd'hui. Ce sera beaucoup plus difficile maintenant de calmer les gens» - déclaration édifiante publiée dans la presse syndicale («Troud», 19/5/98) dans un reportage sur le blocage des trains à Kemerovo: calmer les gens est la préoccupation essentielle des bonzes syndicaux sous tous les cieux. Un lecteur russe nous écrit: «La situation qui s'est créée dans le pays devient de plus en plus instable tant sur le plan économique que sur le plan politique. Dans l'ensemble elle est favorable à la radicalisation et à la politisation du mouvement ouvrier. Et pourtant cette possibilité est réduite à néant par la stalinisation complète des partis "communistes" (...). Le stalinisme se combine avec le nationalisme, le patriotisme cocardier et l'antisémitisme. Lorsque pendant les piquets il m'arrive d'écouter des "communistes" de cette espèce, j'ai l'impression de me trouver dans un asile d'aliénés. Donc ce sont surtout les nationalistes, tant "rouges" que "bruns", qui tirent profit de cette situation. Parfois il est très difficile de tracer une ligne de partage entre ceux-ci et ceux-là...».

L'économie russe est dans une passe difficile; après des années de recul le PNB (produit national brut) a sans doute connu une - modeste - augmentation en 1997 (+0,4 %), alors que le FMI et les autres organisations internationales espéraient une croissance supérieure à 1 %, de même que la production industrielle (+1,9%) qui était en chute libre depuis le début des années 90. L'inflation a été ramenée à 11 % pour l'année 1997, les déficits budgétaires ont été couverts, l'introduction du «nouveau rouble» (égal à 1000 anciens roubles) aurait été une réussite et la monnaie s'était à peu près stabilisée par rapport au dollar, choisi comme monnaie de référence. Mais cette stabilisation financière était fragile, car elle s'appuyait sur des moyens artificiels notamment sur des emprunts à court terme avec l'espoir que les investissements des capitaux étrangers serviraient d'impulsion à la reprise économique. Au début de l'été la Russie était happée dans le tourbillon de la crise dite «asiatique», mais qui est en réalité une crise internationale du capitalisme. En cessation virtuelle de paiement de sa dette intérieure et extérieure (41 milliards de dollars à court terme) et confronté à l'effondrement imminent de sa monnaie à la suite

de la chute inexorable des prix du pétrole, qui est la principale recette à l'exportation, et au retrait des capitaux étrangers, l'Etat russe n'avait d'autre solution que d'aller mendier un secours immédiat au FMI.

A la mi-juillet le FMI accordait un soutien exceptionnel de 22,6 milliards de dollars (alors qu'au début du mois les russes estimaient que 10 milliards seraient suffisants), en contrepartie d'une politique d'austérité visant à remettre les finances en ordre et à restaurer le taux de profit moyen de l'économie. Les mesures d'austérité - taux d'intérêt élevés, taxes sur les ventes, liquidation des entreprises insolubles, suppression des subventions dans différents domaines, etc; - auront, selon les occidentaux eux-mêmes, des effets «douloureux» sur la population. La croissance économique va laisser place à une récession pour les années qui viennent (dès cette année la prévision officielle est d'un recul de 0,5 % du PNB), le taux de chômage pourrait dépasser les 20 % d'ici 2 ans, la population dans son ensemble va s'appauvrir.

La question que se posent donc les capitalistes étrangers et les milieux de la finance internationale est celle-ci: «Eltsine pourra-t-il satisfaire les conditions du FMI et éviter une explosion sociale?». A la fin juillet les grandes compagnies pétrolières protestaient publiquement auprès du gouvernement que les conditions du FMI étaient «irresponsables» et qu'elles conduiraient à la faillite d'entreprises viables et à des conflits sociaux croissants...

Léon Trotsky «TERRORISME ET COMMUNISME»

«L'idée fondamentale de ce livre est la suivante: l'histoire n'a trouvé jusqu'ici d'autres moyens de faire avancer l'humanité qu'en opposant toujours à la violence conservatrice des classes condamnées la violence révolutionnaire de la classe progressiste»

Un ouvrage fondamental de 200 pages (Editions Prométhée 1980) disponible à notre adresse. **Prix: 50 FF.**

CORRESPONDANCE :

POUR LA FRANCE :

Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon

POUR LA SUISSE :

Pour cause de changement de local, notre adresse rue du Pont 12 à Lausanne est provisoirement suspendue. La nouvelle adresse sera communiquée dans le prochain journal.

POUR L'ITALIE :

Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 Li. **Abonnement de soutien:** 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / £ 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4 / 450 Pts. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. **Abonnement:** 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. **Abonnement de soutien:** 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. **«el programa comunista»**, le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs. **Prix de soutien**, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs. **Imprimé par nos soins.**